

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20<sup>e</sup>) (Métro : Pyrénées)

Nos Fascistes s'agitent.  
Comme en Espagne,  
c'est par les armes que  
nous les liquiderons

## LA VÉRITABLE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE SAUVERA LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

### Brisons l'élan fasciste

Cette dernière semaine a été marquée par une recrudescence du mouvement fasciste et par l'arrogance du patronat faisant savoir à Blum lui-même qu'il n'accepterait pas de traiter, mais qu'il s'inclinerait néanmoins si la volonté gouvernementale était telle.

Nous disions bien, dès la formation du Front populaire, qu'un travail commun nécessitant un but commun, il se trouverait dans le déroulement politique une multitude de facteurs qui briseraient la communauté de but et feraient échouer l'expérience.

Les faits nous donnent raison. Sous la pression des éléments petits-bourgeois, l'aile marchande du gouvernement doit se continuer dans un travail répété de pacification et d'arbitrage.

Le prolétariat sent confusément que sa solidarité avec l'élément retardataire de la combinaison politique ne lui permet pas de se détacher.

Où, du moins, de se détacher sans un prodige d'énergie que les chefs du prolétariat ne sont plus disposés à lui apprendre ou à lui demander. Et pourtant, si le prolétariat ne se libère pas aujourd'hui avec vigueur et confiance, ses rébellions spasmodiques et ses revendications saccadées lui aliéneront peu à peu les sympathies bourgeoises.

Déjà sa volonté de ne pas lâcher la plate-forme que lui concédaient les accords Matignon, a provoqué dans le Front populaire une cassure.

Cette cassure, le patronat en a profité pour renforcer ses exigences et réintroduire l'action de ses valets fascistes.

La volonté manifestée par le patronat lillois de ne céder qu'à la force est en fait, pour le gouvernement, une mise en demeure de choisir entre sa politique ouvrière et des conceptions plus réalistes.

Si le patronat se permet de critiquer et de commander, c'est qu'il sait devoir être obéi.

Le caractère d'impertinence de ses déclarations au médiateur Léon Blum laisse supposer que des amis puissants sont dans la place gouvernementale.

D'ici peu, le Front populaire sera brisé s'il ne se surmonte pour devenir un front révolutionnaire, ce qui est peu probable.

La réaction au sabotage de l'œuvre qu'ont entreprise les ouvriers et qu'ils prétendent mener à bien, ne peut pas venir d'une nouvelle orientation gouvernementale, mais d'un redressement de l'action des masses, en dehors des combinaisons politiques.

C'est pourquoi les militants ouvriers ont le devoir d'imposer que leur terrain propre, l'organisation syndicale ne serve plus aux partis de champ d'expérience ou de recrutement.

Seule, une action syndicale consciente, débarrassée des considérations politiques, peut être demain l'arme de défense de la classe ouvrière et le cadre de ses réalisations sociales.

La mystique du Front populaire s'est révélée une basse combinaison politique. Il faut éviter qu'elle sabote davantage le syndicalisme et qu'elle livre à la montée fasciste un prolétariat paralysé par l'action stupide de ses chefs.

L'arrogance fasciste n'est pas une poussée fortuite, mais une réaction prévue, en relation étroite avec la riposte patronale.

Dans une heure si difficile, il ne faut pas que le prolétariat sous-estime un danger intérieur auquel il n'est plus préparé à répondre.

Il faut semer à nouveau dans le monde ouvrier quelques-unes de ces haines et de ces volontés généreuses qui font marcher la révolution, ne pas subordonner toute sa conduite à des considérations de tactique, lui conserver cette marge idéologique qui le met à l'abri des effondrements totaux.

L'échec du Front populaire ne doit pas marquer la fin, mais l'ouverture de la révolution.

Il ne faut pas que demain, dans la riposte féroce à l'élan fasciste, devant une foule mal préparée à l'idée même de cette riposte, nous soyons réduits à pousser le cri de détresse de nos amis espagnols : « Ouvriers, aux armes ! »

Il faut prendre, enfin conscience de la réalité. La Révolution se prépare. Y sommes-nous bien préparés ?



### S'UNIR? -- OUI. Mais avec qui et pourquoi?

« Soyons unis; soyons unis ! »  
« Plus de querelles, plus de conflits :  
« Notre intérêt à tous est le même.  
« Trêve aux déchirements qui nous épuisent.

« Capitalistes et prolétaires, patrons et ouvriers, nationalistes et internationalistes, croyants et athées, réactionnaires et révolutionnaires, mettons un terme à nos discordes.

« Tous Français ! »  
« Soyons unis, soyons unis ! »

Et, du nord au midi, du levant au couchant, cet appel pressant à l'Unité nationale s'élève, s'enfle et retentit partout.

Si tous ceux qu'on conjure ainsi de se réconcilier et si tous ceux qui entonnent cet hymne à la réconciliation « loyale et fraternelle » chantent sur le même ton, s'ils prennent le la sur le même diapason, le chœur serait magnifique : en tout cas, il pourrait l'être et donner l'impression d'un grandiose unisson ou d'un accord parfait.

Mais, quelle cacophonie, mes camarades ! quels sons discordants en faveur de la concorde !

Les de la Rocque, Taittinger, Renaud, Bucart, Dorgères, Doriot, Thorez et autres coryphées de l'Unité avant tout et au-dessus de tout proposent, quémandent, sollicitent, mendient, glorifient, exaltent la réconciliation et l'embrassade générales entre Français appartenant tous à une France libre, forte et heureuse; mais à la condition — nul ne le dit, mais chacun le pense — que cette unité bien française se fasse autour des tréteaux, et de ceux-là seulement sur lesquels parade et pétarade chacun de ces bateleurs, histrions, bonimenteurs, pitres, charlatans et bouffons, tous aspirants dictateurs.

Personne ne sera surpris que, dans ce

tintamarre, les hurlements communistes dominent et couvrent les vociférations de leurs concurrents.

« UNIR, UNIR, UNIR ! » tel est le mot d'ordre qui, présentement, est le plus en honneur dans « le Parti des masses ». Cachin, Ducloux, Thorez, Giffon, tous terminent leurs articles et achèvent leurs discours sur ce mot d'ordre : « UNIR, UNIR, UNIR ! »

Si le Parti Communiste n'avait pas — en raison de ce qu'il appelle les nécessités de la tactique — multiplié les volte-face et les pirouettes au point que, de sa part,

### Notre camarade Carpentier est blessé

Une dépêche de Barcelone vient de nous apprendre que notre excellent camarade Carpentier, qui est, avec Ridet, notre correspondant en Espagne, en même temps qu'un des premiers combattants français qui allèrent lutter aux côtés de nos camarades de la F.A.I. et de la C.N.T., vient d'être légèrement blessé au bras. Il est actuellement en traitement à l'hôpital central de Barcelone. Nous lui souhaitons un prompt rétablissement.

plus rien n'est de nature à nous étonner, nos yeux qui lisent leurs « papiers » et nos oreilles qui entendent leurs palabres ne parviendraient pas à croire que celles-ci et ceux-là ont pour auteurs les personnages qui font autorité dans les milieux soi-disant communistes.

Mais les « Nacos » ne reculent devant aucune pantalonnade.

Après avoir, durant des années et hier encore, affirmé que, sous le régime capitaliste, il n'y a pas de défense nationale et qu'ils ne voteraient jamais les budgets de guerre, la guerre ne pouvant servir que les intérêts des impérialismes éfrénés et rivaux, ils approuvent maintenant l'inscription au budget de la Guerre des treize milliards que le Gouvernement exige pour le renforcement de la Défense nationale.

Hier, ils combattaient à outrance les deux ans; aujourd'hui, ils envisagent sympathiquement le service de trois ans.

Ayant honni le drapeau tricolore et conquis la Marseillaise, ils entonnent à plein gosier l'hymne de Rouget de l'Isle et saluent de leurs frénétiques acclamations le drapeau national aux trois couleurs.

Après s'être annexé sans vergogne Louis Michel, ils s'annexent sans honte Jeanne d'Arc.

Après avoir déversé sur le parti socialiste et la C. G. T. des tombereaux d'immondices, après avoir couvert des pires outrages Léon Blum et Léon Jouhaux, après les avoir chargés des accusations les plus ignominieuses, ils éclatent en applaudissements et en ovations qui touchent au délire quand l'un de ces deux Léon paraît à la tribune et ouvre la bouche.

SEBASTIEN FAURE.

(Voir suite en 4<sup>e</sup> page)

### Le ministère Largo Caballero

Largo Caballero vient de constituer le gouvernement à Madrid.

Son idée de créer un gouvernement en majorité socialiste est réalisée.

Du coup, les partis républicains de gauche ont trouvé, dans le nouveau ministère, la place qui leur revient en tenant compte des principes de la démocratie bourgeoise, si chère aux Pasionaria et autres Hernandez.

La République Espagnole était une République sans Républicains. L'humble place que Largo Caballero a bien voulu réserver aux partis de Martinez Barrio et Azala est l'expression d'une réalité longtemps méconnue.

Rien n'est plus désastreux en matière sociale que la méconnaissance de la réalité. Les politiciens, par habitude, ou formation intellectuelle, se plaisent cependant dans cette méconnaissance.

Il y a des difficultés à saisir les tendances et les forces des différents facteurs sociaux, et remplissent souvent dans la chaudière sociale le rôle d'une soupape mal réglée.

Il ne faut donc pas s'étonner de voir, de temps en temps, des explosions se produire et rappeler à l'ordre la gente politicienne.

Les gouvernements du Front Populaire qui se sont succédés depuis février dernier en Espagne, sont la démonstration tragique de cette vérité élémentaire.

Les politiciens républicains de gauche, qui ne représentaient qu'une très faible minorité du peuple espagnol, ne voyaient le danger pour la République que du côté de la C.N.T. et de la F.A.I. Les locaux de nos organisations se trouvaient fermés sous le moindre prétexte, les militants emprisonnés.

Le Parti socialiste espagnol était, de son côté, en proie à une crise profonde.

Les gouvernements du Front Populaire et le P.S. avaient non seulement méconnu l'importance en tant que facteur social de la C.N.T. et de la F.A.I., mais ils avaient conçu l'idée folle, de réaliser la paix sociale, — cet autre aspect de l'icarie Marxiste — en pleine crise aiguë du capitalisme moribond.

C'est cette double politique, d'ignorance et d'utopisme, qui a permis aux factieux de prendre l'initiative de la bataille.

Disons, sans aucun esprit défaitiste, que les factieux continuent de garder cette initiative.

Le peuple espagnol, groupé autour de la C.N.T. et de la F.A.I., que les gouvernements du Front populaire n'avaient pas armé, a résisté et gagné des victoires les mains vides. Dans plusieurs régions l'initiative du combat lui appartient. Ce qui est déjà beaucoup.

Les politiciens marxistes de Madrid ont-ils compris la leçon de l'expérience tragique des six derniers mois ?

En tout cas, nos camarades ont prévenu les politiciens de tout poil du ministère Largo Caballero.

Fidèles à leur idéologie et à leur tactique anarchiste, la C.N.T. et la F.A.I. se sont volontairement écartées du pouvoir.

Mais, par contre, nos camarades se sont accrochés au sol profond de la nouvelle combinaison sociale. Tout en faisant des restrictions sur la valeur de sa représentation, ils ne veulent pas méconnaître dans l'expérience Caballero, une volonté plus ferme dans la lutte antifasciste.

Cette volonté de lutte doit être accompagnée d'un bouleversement profond des formules économiques, et sur ce terrain, nos amis de la C.N.T. et de la F.A.I. veilleront à ce que la stratégie politicienne ne vienne pas saboter la volonté ouvrière.

L'heure actuelle, écrit « Solidaridad Obrera », est au prolétariat cent pour cent.

On ose espérer que l'acceptation de cette formule constituera aujourd'hui le terrain d'entente de toutes les forces antifascistes espagnoles, et demain le lien qui unira pour la conquête positive de la liberté et du bien-être, ceux que rapproche aujourd'hui une communauté d'intérêts.

Personne ne s'est dérobé à l'heure de la lutte. Dans son déroulement et dans son exploitation de la victoire, personne ne devra être écarté, ni oublié.

CHARLES ROBERT.

## Extrait d'un Carnet de route

Lundi 17 août.

Nous sommes établis à Pina, village situé au bord de l'Ebre, à une trentaine de kilomètres de Saragosse.

Le pays est occupé par deux centurions, un groupe de mitrailleurs, la « Banda Negra » (une douzaine d'hommes et un ancien colonel italien), le groupe international antifasciste et la Croix-Rouge.

Quelques jours auparavant une attaque des fascistes sur Obena, village voisin, a été repoussée.

Le matin nous partons à une quinzaine sur l'autre rive de l'Ebre en territoire ennemi en emportant un bidon d'essence pour brûler les corps de deux fascistes abattus il y a quelques jours par nos gardes. Dans les vêtements de l'un d'entre eux nous trouvons un journal de route renseignant sur les événements auxquels il a été mêlé depuis son entrée en campagne.

Les deux corps sont vêtus d'uniformes semblables aux nôtres, mais portent le béret basque rouge, signe de reconnaissance des « Requetes » — volontaires catholiques de Navarre et d'Aragon.

Notre expédition se transforme ensuite en reconnaissance, et nous entraînons jusqu'aux environs d'une petite ferme, non loin d'une station de chemin de fer de la ligne qui mène à Saragosse.

Cette exploration nous donne l'idée d'établir une « avanzadilla » en territoire ennemi, position qui nous permettrait de secourir facilement la colonne de Caspe qui

avance de l'autre côté de la rivière en direction de Quinto et de Fuente del Ebro. Le retour s'effectue normalement.

Mardi 18 août.

Toute la journée se passe en préparatifs de toutes sortes. Il faut songer au transport, à l'établissement et au ravitaillement

l'équipement. C'est un étrange cortège que forment ces miliciens encombrés de marmites, de vivres, de fusils, de cartouches et de pelles.

Mais tout se passe bien et à 4 heures notre monde est à l'autre bord sans aucun incident.

La matinée et l'après-midi sont employés à reconnaître le pays à faire évacuer les habitants de la ferme « Durio » — sympathisants à notre cause — à chercher un passage à gué dans l'Ebre et à établir une tête de pont. Un jeune habitant de l'endroit — une jolie tête de fille — adhérent à la C. N. T. nous donne tous les tuyaux topographiques.

Les gardes sont établies et notre nouvelle vie commence, la tambouille étant assurée grâce à un copain allemand à qui nous avons trouvé des talents de cuisinier.

Du point de vue militaire, nous avons devant nous environ cent douze fascistes et trois mitrailleuses, tion de Pina, et les qui occupent la station de Quinto, également aux mains des factieux et qui constitue une position stratégique importante, rendue célèbre lors des guerres napoléoniennes.

La grosse question sera de rester inaperçus aux yeux des observateurs d'en face.

CH. CARPENTIER.  
(Voir suite en 4<sup>e</sup> page).



Maison de la C.N.T. et de la F.A.I. à Barcelone.

du groupe international, c'est-à-dire de 25 hommes environ (y compris Simone Weil qui vient de nous rejoindre).

Nous passerons cette nuit à l'autre rive en nous servant d'une barque.

Mercredi 19 août.

A 2 heures du matin tout le monde est debout. Chacun porte sa charge en plus de

CH. RIDET.



# La Foire de Bruxelles

La politique extérieure « bolchevik » change vertigineusement, ses procédés, ses méthodes restent les mêmes.

Nous n'en voulons pour preuve que ce qui vient de se passer à Bruxelles sous le fallacieux prétexte du « Rassemblement universel pour la paix », bien peu d'années en somme après le fameux congrès mondial d'Amsterdam contre le fascisme et la guerre.

A Amsterdam, il s'agissait — mais qui s'en souvient parmi les « militants » ? — de sonner le rassemblement de tous les pacifistes, démocrates, idéalistes et religieux du monde « contre la barbarie fasciste et la guerre impérialiste ».

Telle était du moins la façade, l'enseigne tapageuse du congrès.

En réalité, derrière la mise en scène à laquelle se prêtèrent complaisamment, pêle-mêle, les éternels figurants internationaux de la naïveté et du cabotinage « démocratiques » et « intellectuels », encadrés de politiciens et de vedettes assoiffées de publicité, il s'agissait de tout autre chose.

Ce que feu Barbusse et non moins feu Romain Rolland (bien que celui-ci soit encore, physiquement, de ce monde) couvraient de leur nom, c'était un manœuvre du Komintern contre la II<sup>e</sup> Internationale, qualifiée alors de « social-fasciste ».

Contre les « chiens sanglants » de la social-démocratie, contre la II<sup>e</sup> Internationale, « principal soutien social de la bourgeoisie », il s'agissait de tenter une vaste opération de noyautage à l'aide des gogos et des profiteurs de la sentimentalité populaire. Par la même occasion étaient flétris et dénoncés le « social-pacifisme » de ces messieurs, ainsi que leur foi en la société des « brigands impérialistes de Genève », et insidieusement professée la rituelle tactique léniniste de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Bien qu'à Bruxelles, en 1936, les objectifs soient changés du tout au tout, bien que Moscou ne songe plus maintenant qu'à transformer la guerre civile en guerre impérialiste, la méthode est restée la même. On peut la résumer ainsi : mise en scène à grand spectacle et duplicité.

Contre la guerre, la grande foire de Bruxelles a accouché des « quatre règles préliminaires » qui avaient présidé à sa convocation. C'est M. Vandervelde, le vétéran social-patriote de 1914, qui les a rappelées au congrès :

- 1<sup>o</sup> Inviolabilité des obligations résultant des traités ;
- 2<sup>o</sup> Lutte contre la course aux armements ;
- 3<sup>o</sup> Renforcement de la sécurité collective et de l'assistance mutuelle ;
- 4<sup>o</sup> Etablissement dans le cadre de la S.D.N. d'un mécanisme d'alerte en cas de tension internationale.

Enoncer les « quatre règles » de Bruxelles (ces poncifs meurtriers des impérialismes vainqueurs en 1918), c'est dénoncer la manœuvre « bolchevik » qui se cache derrière le pompeux rassemblement.

A quel révolutionnaire honnête, à quel pacifiste qui voit plus loin que le bout de son nez fera-t-on croire en effet aujourd'hui que l'inviolabilité du traité de Versailles, le

renforcement de la politique d'alliances impérialistes, et la foi en la S.D.N. peuvent servir de base à une lutte efficace contre la guerre ?

Mais qu'importe à Staline et au pseudo-gouvernement soviétique !

Ce n'est pas la guerre qu'ils craignent, mais bien une guerre qui les laisserait seuls face à l'Allemagne et au Japon.

Pour échapper à ce péril qu'ils savent devoir être mortel à leur domination sur les masses russes, ils font tout ce qu'ils peuvent pour entraîner dans leur querelle tous les pacifistes démocrates du monde et, en premier lieu, les masses ouvrières et les classes moyennes françaises au sein desquelles il est si facile d'échauffer la haine et la peur bourgeoises du « boche ».

Cette guerre-là, elle, ne leur fait pas peur.

Entre deux maux, ils ont choisi le moindre.

Mobiliser les vieilles forces impérialistes antiallemandes pour défendre le « statu quo » versailles, tel était donc le premier objectif de la foire soi-disant pacifiste de Bruxelles.

Mais il en était un deuxième. Plus subtil, plus caché.

De même que le congrès d'Amsterdam avait couvert une opération de noyautage au sein de la II<sup>e</sup> Internationale, le « Rassemblement universel de la paix » couvre un manœuvre du même genre.

Au fond, le vieux antagonisme entre Moscou, l'I.O.S. et la F.S.I. n'est pas mort. Les diatribes et les insultes récentes de la Pravda, de l'Izvestia, de Dimitroff lui-même (sauvé dans une large mesure de la hache hitlérienne par les « vils avocats social-démocrates ») le montrent bien en ce moment.

Peu sûrs de leurs alliés antifascistes de l'I.O.S. et de la F.S.I. dont ils ne se sont rapprochés « unilatéralement » qu'en vue de préparer l'union sacrée antiallemande, redoutant qu'ils ne les lâchent et ne concluent avec l'impérialisme hitlérien un compromis dont eux : Staline et sa clique, feraient les frais, ils se sont efforcés à Bruxelles de parler au danger en mobilisant une partie des troupes et des chefs socialistes et syndicalistes.

Mais les malices du bolchevisme dégénéré sont cousues de fil rouge gros comme un câble.

Jouhaux, ce vieux renard qui oscille entre deux peurs : celle du nazisme et celle du stalinisme, et qui — tout l'indique — suivra Blum dans ce qu'il décidera finalement, s'est bien rendu à Bruxelles pour chanter le los de la S.D.N. et stigmatiser « l'agresseur ». Mais ce fut aussi, mélangant les pieds dans le plat, pour préconiser l'égalité économique entre les peuples et déclarer que cette égalité impliquerait la révision des traités.

Cette déclaration de Jouhaux jointe au semi-futurisme observé en l'occurrence par le Populaire prouve, au moins, en ce qui concerne la France, l'absence de la manœuvre stalinienne de Bruxelles.

BERAT.

## Jouhaux 1914 — Jouhaux 1936

Il est excessivement dangereux pour la classe ouvrière, et particulièrement pour les jeunes, de constater qu'un Jouhaux possède encore l'assentiment des masses syndicalistes, qu'il s'arroge le droit de parler en leur nom, à un rassemblement pour la paix.

Son impudence n'a d'égale que son cynisme, encouragé peut-être, par la facilité d'oubli que possèdent les masses, devant les trahisons passées de ses chefs vénérés. Les survivants de 1914 se rappellent sans doute les paroles que prononçait celui-ci sur la tombe de Jaurès : « Au nom de ceux qui partent le 4 jour et dont je suis ». Le grand pacifiste qu'était Jaurès ne pouvait être insulté plus impunément, par son compagnon de la veille, avec qui il préconisait la grève générale révolutionnaire en face de toute déclaration de guerre.

En lisant le discours prononcé par Jouhaux à Bruxelles, nous pouvons voir sur quelles positions le secrétaire de la C. G. T. entend établir la classe ouvrière. Pour être fixé sur ce tartuffe du syndicalisme, il n'est que de lire ce passage de son discours :

« La prévention des conflits doit être au premier rang des préoccupations des travailleurs organisés. Mais si l'agression se produit quand même, si une politique agressive se produit, jusqu'à faire un geste irréversible, sans renoncer à l'idée de la grève générale contre la guerre, il faut convenir que cette arme perd singulièrement de sa valeur, du fait que la classe ouvrière est asservie dans certains pays, pouvant être tenue pour les plus suspects de préparer une aventure. C'est pourquoi le mouvement ouvrier s'est donné une règle qui est nette : l'agresseur est celui qui refuse l'arbitrage. L'action syndicale ne peut pas être celle qui favoriserait l'agresseur ou qui aboutirait seulement à favoriser son succès ».

Il est indéniable qu'avec de telles paroles la classe ouvrière doit accepter le principe de la guerre dès l'instant qu'elle s'apprête à en reconnaître la responsabilité unilatérale.

Nous comprenons très bien la signification de cette allocution : au moment précis où l'Allemagne nous sera désignée comme l'agresseur officiel, nous entendrons à nouveau ce qu'ont entendu les générations précédentes : « Allez enfants de la patrie ». Encouragées par les exhortations des leaders communistes, les masses fanatisées courront aux armes hitlériennes, sous l'œil attentif de ses bergers rouges.

On perçoit avec quelle subtilité notre manitou syndical tente de dégénérer l'idée de la grève générale insurrectionnelle, pour des intérêts nationaux. Ces faits ne font qu'accroître notre scepticisme, quand on nous parle de l'indépendance du syndicalisme. A la remorque des gouvernements, le syndicat s'achemine vers la voie du réformisme le plus absolu.

Prenons garde de renouveler l'expérience sanglante de 1914, les mêmes symptômes qu'à la dernière guerre surgissent dans notre politique intérieure et parallèlement se dessine l'antagonisme des impérialismes, sur l'échiquier européen.

Avec une inouïable similitude dans les faits nous retrouvons les mêmes facteurs, qui ont engendré la guerre du droit et de la civilisation : Union sacrée, augmentation du service militaire, abandon de leur ligne révolutionnaire par les partis de gauche, nécessité économique de l'Allemagne, course aux armements, régénérescence du militarisme dans les esprits, alliance franco-russe et pour fermer ce cycle, le même patin à la tête de la C. G. T., l'ignoble Jouhaux d'avant-guerre.

Les jeunes ayant conservé leur lucidité dans la situation actuelle ne peuvent manquer d'éta-

blir une certaine analogie entre l'époque que nous traversons et celle qu'ont vécue nos aînés en juillet 1914. Celui qui présidait au destin de la C. G. T. d'avant-guerre a trahi la classe ouvrière à cette époque, en acquiesçant à la mobilisation du prolétariat dans le conflit impérialiste. Et, paradoxe inouï ce même individu se trouve 22 ans après de nouveau à la tête de cette organisation ouvrière.

Nous demandons aux jeunes de réagir vigoureusement au sein de leurs syndicats pour faire adopter des motions révolutionnaires, spécifiant clairement la non-participation de la classe ouvrière à toute guerre impérialiste. Il est utile de rappeler aux bonnes syndicales des décisions du congrès de Marseille, de la C. G. T. en 1908. Si les militants syndicalistes d'avant-guerre avaient su faire appliquer ces motions, sans laisser ce soin à leur général, il est certain que la guerre n'aurait pas eu lieu. Dans les décisions de ce congrès, il était dit : « A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent répondre par la grève générale révolutionnaire ». Le 26 juin 1914, Jouhaux écrivait que les travailleurs devaient être prêts à imposer la grève générale, pour imposer la paix. Un mois après la guerre éclatait et le chef de la C. G. T. loin de faire preuve de la moindre velléité, préconisait aux travailleurs la défense de la patrie, pour la défaite de l'impérialisme allemand.

Et il importe à nous les jeunes, victimes certaines d'une prochaine guerre de poser la question à la C. G. T. Est-ce que le syndicat type représentatif de la démocratie ouvrière, continuera à tolérer longtemps qu'un Jouhaux, sous le couvert de phrases ambiguës donne l'assurance à notre bourgeoisie, de la collaboration ouvrière aux futures guerres impérialistes ?

Roger Caron.

## Voyage interrompu

Les jours du Front Populaire sont-ils comptés ? La campagne du Parti Communiste contre la neutralité a-t-elle pour but de renverser Blum pour lui substituer un Gouvernement issu du Front Français ? Car on ignore pas que le Parti Communiste n'était pas contre la neutralité, Marcel Cachin, dans une conversation avec Blum au Sénat, au début du mois d'août, approuvait chaudement la politique du chef du Gouvernement, dont la malhaisance était dénoncée à temps par le Libéraire.

Le retour subit de Paul Raynaud de son voyage aux Etats-Unis n'est certainement pas étranger aux combinaisons et intrigues des ministères.

On se demande si la classe ouvrière, dupée par le P. C., ne finira pas par comprendre que les Blum et Raynaud ne peuvent pas la sauver et suivre l'exemple espagnol ?

## Au sujet d'une plainte

Feu Vautel poursuivant notre ami Doutréau en menaces de mort sous condition, nous publions, à titre documentaire, le texte de la réponse de Doutréau.

Monsieur,

Je ne voudrais pas éterniser le débat avec un polichinelle de votre acabit. Toutefois, il me semble utile de revenir sur le « film » où vous avez publié ma lettre.

Vous déclarez avec quelque satisfaction que vous écrivez dans les journaux depuis quarante ans. C'est fort possible. Tant pis pour ceux de votre génération. Mais, en ce temps-là, je vous ignorais et n'avais pas, encore décidé de vous faire baisser le ton. Aujourd'hui, c'est autre chose.

De plus, vous dites ne pas avoir lu le Libéraire. Il me semble pourtant vous avoir maintes fois vu épiloguer sur les anarchistes et les milieux libertaires avec l'autorité d'un homme qui connaît la question. Or, vous avouez là ne rien connaître. Vous êtes un ignorant et vous vous rendez coupable envers vos lecteurs d'un véritable abus de confiance, puisque vous les renseignez sur les « extrémistes » sans rien savoir de leurs idées, et sans jamais lire leurs journaux.

D'autre part, puisque vous citez ma lettre, il fallait le faire honnêtement. Avec votre mauvaise foi coutumière, vous escamotez les menaces précises que je vous ai faites. Vous parlez d'« agression ».

Il ne faudrait tout de même pas vous poser en martyr, en ennemi dangereux des rouges, et vous déclarer en butte à leur vindicte. Les anarchistes ne vous prennent pas autrement au sérieux, et si votre prose, certain jour m'a excédé, c'est comme m'excèdent les jappements d'un roquet que je rédis au silence d'un coup de pied négligent. Ne posez donc pas au héros pourchassé, vous savez fort bien que vous n'êtes pas un homme qu'on tue, mais un bouffon qu'on soufflette distraitement quand il importune.

En conséquence, il me paraît utile de remettre les choses au point et de dire à votre grand public en quoi consiste l'agression dont je vous ai menacé. J'ai écrit textuellement : « Je vous promets solennellement de vous caloter publiquement en plein Paris, et de vous botter vigoureusement les fesses afin de rétablir un équilibre que mes gifles auront compromis ».

Voilà tous les sévices que vous encourez de ma part, voilà tout le martyre que les dangereux terroristes veulent vous infliger. Il ne faudrait pas pour les besoins de votre réclame, muer en sombre drame ce qui n'est qu'un aimable vaudeville.

Et c'est pour cela, courageux journaliste, que vous avez mis, dites-vous, la justice en branle. « Il y a des juges à Paris ». Et votre pleurerie vous a fait traîner, flagellant de frousse, jusqu'à un plus proche commissariat. Vous nous avez joué là du meilleur Courteline, et vous avez prouvé que vous n'étiez qu'un pitre grotesque et couard.

Je pouvais, en vous écrivant, m'adresser à un homme, je n'ai trouvé devant moi qu'un blème jésuite, hypocrite et cafard.

Le peuple que vous attaquez quotidiennement pourrait vous donner des leçons de dignité. Un ouvrier de Ménilmontant m'aurait demandé un rendez-vous. Vous, l'esprit fort, vous, le « sceptique desséché », pour une simple paire de calottes, vous avez sollicité la double protection du fil et du magistrat.

Vous avez belle mine en essayant de ridiculiser le prolétaire, écrivant quand vous le faites parler : « mairrie », « métingue », « pople », etc... Le peuple est plus noble et plus intelligent que vous, Monsieur Vautel. Il articule : mairie, prononce meeting à l'anglaise, et pense « crétin » quand il entend parler de vous.

C'est donc lui, ce peuple que vous méprisez, que vous haïssez, que je fais juge de votre attitude.

Vous avez donné en cette occurrence la pleine mesure de votre veulerie et de votre sottise.

Que vos lecteurs se rassurent quant à votre santé. A l'encontre de vos amis fascistes, je ne possède ni parabellum, ni canne plombée, et n'en ai nul besoin pour les relations que je puis avoir avec vous.

Tant il est vrai qu'on ne parle pas le même langage avec les mâles qu'avec les eunuques, et que la menace d'une simple taloche suffit aux capons de votre espèce pour les réduire au silence ou à la délation.

Maurice DOUTREAU.

P.-S. — J'apprends par le Journal de ce jour que vous déposez une plainte en menaces de mort sous conditions. Vous semblez douter beaucoup de votre résistance physique puisque vous craignez qu'une paire de gifles vous envoie « ad patres ». Non, vraiment, vous voyez-vous, mourant d'un coup de pied au derrière ?

Sans compter que ce serait bien la première fois de votre vie que vous feriez quelque chose d'original.

## M. YVON CE QU'EST DEVENUE LA RÉVOLUTION RUSSE

(préface de Pierre Pascal)

Une forte brochure de 87 pages  
En vente au LIBERTAIRE (2 fr.)  
franco 2 fr. 25.



## Propos d'un Paria

Il y a, paraît-il, des jeunes gens « mineurs » qui, « sans le consentement de leurs parents, passent la frontière, en violation de la loi pour aller tuer et se faire tuer en Espagne ».

C'est du moins ce qu'affirme le rédacteur du Journal qui a entrepris une campagne pour protester contre l'enrôlement, dans les rangs du Front populaire, des enfants de France que des organisations révolutionnaires se chargeraient de recruter.

Naturellement, les feuilles nationalistes fient chorus. On alla jusqu'à dénoncer la carence du sous-secrétariat à la protection de l'enfance.

Enfin, beaucoup de bruit pour rien, puisque les deux seuls « gosses » dont on avait pu faire mention furent retrouvés sains et saufs.

Il fut un temps où, dans les mêmes journaux et même dans d'autres qui se disent de gauche, on ne manifestait pas une telle sollicitude pour les jeunes gens que l'on envoyait se faire tuer... pour les industriels, selon la forte expression d'Anatole France.

C'est par centaines de milliers que les jeunes recrues que l'on baptisait si bucoliquement de « bleuts » et si gentiment de « Marie-Louise », tombèrent sous la mitraille allemande.

Il n'était pas question, en cette joyeuse époque, de demander aux parents une autorisation de « aucuns auraient d'ailleurs été bien en peine d'accorder pour la bonne raison qu'ils étaient déjà, eux-mêmes, les victimes d'un glorieux trépas ».

Je sais bien ce que l'on m'objectera : que la patrie était en danger, qu'il fallait sauver la civilisation et tuer le militarisme.

Bobards et superbobards !

Les dernières parades de Nuremberg, les revues monstres de Moscou, les défilés du 14 juillet et combien d'autres manifestations du même ordre sont suffisamment éloquentes pour qu'il ne soit pas besoin de s'apitoyer sur cette « mort » du militarisme.

Et les « révolutionnaires » d'aujourd'hui, ces farouches communistes, tant hannis par les gens bien-pensants, ne réent que plaies et bosses et portent tous leurs espoirs dans une armée française nombreuse et solidement outillée pour « tuer » le fascisme hitlérien et mussolinien.

Re-bobards pour une nouvelle boucherie.

Ah ! sensibles plumeurs qui vous attendrissez sur le sort des petits d'hommes, vous aurez bientôt l'occasion d'exercer vos talents pour quelque chose qui en vaudra la peine.

Mais je parie bien que vos stylos se trouveront alors, subitement taris. — Pierre Mualdès.

## LE PAPE EST MALADE

Les journaux nous apprennent que le pape, après son récent grand discours aux réfugiés espagnols, a dû s'aliter.

Cette nouvelle est bien laconique dans sa brièveté, car on aimerait savoir de quoi est malade le pauvre Saint Père.

Aurait-il été blessé par un éclat... de voix ?... Ou a-t-il la jambe d'avoir appris que ses rati-chons prirent la pipe ?

## LE PAPE EST MALADE (Suite)

C'est du pape rouge qu'il s'agit, cette fois. Staline, selon certaines informations, serait sérieusement malade. Le remords, peut-être... Tout est possible.

Toujours est-il que le dictateur serait soigné par un groupe de sept médecins et qu'il faudrait chaque fois un vote unanime de ceux-ci pour qu'il consente à prendre médecine...

Quelle confiance... et quelle trouille du « bouillon de onze heures » !

Nous, qui avons la conscience tranquille, nous ne faisons pas tant d'histoires pour nous purger.

## LE GRAND FRISSON...

Avez-vous remarqué que certain grand journal du soir ne parle plus, au sujet des événements d'Espagne, que de « gouvernements » et d'« insurgés » ?

Plus de nationaux, nationalistes ni rebelles d'un côté, ou loyalistes de l'autre. Et, chose bizarre, ce vocabulaire s'est expurgé comme par hasard le jour même où paraissait dans ce journal la narration de son collaborateur Maurice Leroy.

Leroy ? Vous savez bien, ce journaliste fusillé pour rire par les anarchistes, et qui a eu froid dans le dos et... chaud aux fesses, paraît-il.

## GROUPE DU 13<sup>e</sup> ARR.

Mardi 22 septembre, à 20 h. 30  
au Bal des Fleurs  
58, boulevard de l'Hôpital

## GRAND MEETING

Les événements d'Espagne  
Orateurs : Fréret, Frémont, Monclin, Sébastien Faure.

## DU BALAI !

Nos marchands d'informations ont d'ailleurs envisagé très sérieusement le rappel de leurs envoyés spéciaux dans la Péninsule.

Ces pauvres folliculaires, pour défendre leur picotin, en avaient mis un grand coup en faveur des rebelles (pardon, des insurgés), à tel point qu'ils ont réalisé contre eux l'unanimité du dégoût dans le camp des défenseurs de la liberté.

Camarades, ne les tuez pas ! Ils peuvent servir encore. Et ils nous ont parfois bien amusés. Mais, pour le coup de balai, ne vous gênez pas !

## COUCOU, LE REVOILA !

Notre national Vautel (Clément pour les dames) est un touche-à-tout impénitent.

Il se mêle, cette fois, avec la compétence et le talent qui ne le caractérisent pas, de dissenter sur les vers libres et — c'est d'instinct chez lui — il opine pour les vers qui ne le sont pas.

Et il écrit : « Le vers libre, flou, amorphe, larvaire est né, lui aussi, de la théorie du moindre effort... Aussi n'a-t-il pas vécu longtemps ».

Tandis que la prose libre (?), floue, amorphe, larvaire, née d'un effort pénible, à la vie dure chez certains qui, sans faire de vers, s'expriment en pieds...

Les romanichels.

## Notes et Glanes

♦ Le 10 septembre, Marcel Cachin terminait son article de l'« Huma » par le P.-S. suivant : « Les députés de la délégation des gauches réunis hier à la Chambre, ont, après un échange loyalement apprécié, voté unanimement une résolution d'attachement au Front populaire. Tous les travailleurs approuvent cette attitude de leurs élus. » Dis, Mimi, tu t'en rends compte ? Comment ont-ils bien pu faire, les travailleurs, pour approuver l'attitude de leurs élus avant que de la connaître ? C'est simple : le véritable sénateur a ordonné d'approuver et Jean Lecat, comme à l'habitude, a dit oui !

♦ D'ailleurs, pour ne pas fatiguer les ménages de ce pauvre Jean Lecat, la rédaction de l'« Huma » a résumé la discussion de la délégation des gauches par ces quelques notes : « Elle a procédé à un échange de vues sur les divers problèmes d'ordre intérieur et extérieur. » C'est ainsi que Messieurs les jésuites rouges ont masqué leur dégoût. Questionnés par Grumbach comment ils conciliaient la persistance de leur campagne pour la levée du blocus avec leur affirmation de soutenir le gouvernement, ils ont répondu que l'attitude à observer devant les événements d'Espagne n'avait pas été définie dans les conventions qui forment la charte d'Union populaire. N'est-ce pas à hâner ! D'autres députés de « gauche » ont fait remarquer qu'exprimer une opinion était une chose et qu'organiser des manifestations contre une décision d'un gouvernement qu'on prétend soutenir, en était une autre. Autrement dit, messieurs les nacos se sont fait désapprover et traiter de faux jetons par leurs collègues. N'ont pas à une basse-esse près, ils se sont joints aux autres pour « proclamer à l'unanimité, l'attachement de la délégation à la formation du Front populaire, à son programme, pour l'application complète auquel elle compte sur le gouvernement. » Sont-ce des hommes ou des Jean-foutre ?

♦ Etant spiritue, je fais parler les morts. Je demande donc à feu Vautel, pourquoi, lors du décès d'André Dahl (romancier et chansonnier de talent) le « Journal » n'a pas publié que quelques lignes banales en guise d'article nécrologique. Un collaborateur de l'importance de Dahl méritait pourtant mieux. Ne serait-ce pas la haine fielleuse de feu Vautel qui aurait imposé cette goguetterie à la direction du « Journal » ? Car le triste bonhomme, ne l'ayant jamais compris, n'a jamais pu pardonner à Dahl ce régal d'humour : « Mon Curé chez Vautel. » Je crois que j'attendrais longtemps la réponse de feu Vautel, car après la mort, seuls les esprits répondent. Alors...

♦ Quel concert, à droite ! Et quel ensemble ! Blum est toutu par terre ! Par qui ? Par la C.G.T. parlent ! N'a-t-elle pas demandé au gouvernement de « reconsidérer en accord avec le gouvernement anglais et les autres gouvernements démocratiques, la politique de neutralité. » Or, que veut dire reconsidérer, sinon : considérer à nouveau ? — Donc, le Grand Léon dira au Gros Léon qu'il a bien considéré à nouveau sa politique de neutralité et qu'il n'y a pas moyen de faire autrement. Et alors, tout le monde sera content. Car, ne nous y trompons pas, malgré ses presque cinq millions d'adhérents, la C.G.T. est encore mineure et ne sait imposer la volonté.

♦ La polémique continue au sujet de la désertion de Salengro en 1915. Il s'en défend, d'autres l'affirment. Je n'ai pas à prendre position. Si je le faisais, ça serait pour applaudir... le passé. Mais, dites-moi, Salengro, admettons que, réellement, vous ayez déserté. Ce n'est pas sans sérieux motifs, n'est-ce pas ? Alors, pourquoi ne pas avoir ébranlé la pierre qui tient lieu de cœur à Daladier, lors de la discussion de la dernière loi d'amnistie (sic) ? Vous vous deviez d'exiger le pardon pour toutes les victimes de la guerre : déserteurs, insoumis et autres suppliciés des conseils de guerre qui crèvent lentement au bagne, en prison, ou en exil.

HENRI GUERIN.



## Vers une vie économique nouvelle et libre

Il est indispensable de ne pas perdre de temps et de se mettre immédiatement à l'œuvre sans s'occuper si les autres organisations actives de l'Aragon ont commencé la reconstruction économique dans les régions qui les entourent.

Nous avons remarqué que nous ne sommes pas les seuls à commencer.

Il est très nécessaire que les événements de Russie ne se reproduisent pas en Espagne. Ni dictature du prolétariat (ou plutôt sur le prolétariat, ce qui change !), ni gouvernement d'aucune sorte. Ni garde civile, ni garde républicaine (ce sont mêmes chiens affublés de colliers différents) ; les milices populaires, armées, sont suffisantes. Plus de tribunaux officiels ; le peuple lui-même doit exercer sa justice ; lorsque nous aurons besoin de quelque chose que ce soit, si nos possibilités ne sont pas assez grandes, nous aurons recours à l'aide d'autres agglomérations confédérales et libres.

Nous voulons en finir avec cette série de bureaucraties qui nous sucent le sang et réduisent à la misère un peuple grand et riche.

(Déclarations faites au Congrès commercial des Syndicats, 9 août, à Valderrobres.)

### La démocratie bourgeoise ne peut pas résoudre le problème prolétarien ?

Il s'est formé un gouvernement qui représente un pas en avant par rapport à la politique du 18 juillet, mais un pas en arrière par rapport à celle du 19. Les Cortès du 16 février ne sont pas encore dissoutes et elles doivent l'être. Jamais dans nos comités nous n'avons toléré l'intrusion des ennemis du peuple, et dans les Cortès de la République, se pavant les Primo de Rivera, les Gil Robles, les Romanones, les Cambó et les Lerroux.

Le gouvernement actuel a dépassé ce stade, mais il faut penser à appuyer sur l'accélérateur. Nous devons insister sur la création immédiate de la « Junta Nacional Revolucionaria » au lieu de l'indésirable et malsonnant gouvernement de la République bourgeoise. Ces échos répondent au 18 juillet, non au moment présent. Nos milices, l'armée du peuple, luttent dans une seule idée, un seul désir, qui n'est autre que celui de ne se laisser plus tromper, affiché à tous les murs des cités espagnoles, l'historique proclamation de notre camarade Durutti à Bujalaro. C'est pour cela que luttent tous les travailleurs d'Espagne. Et Durutti put le dire sans que personne lui oppose des si et des mais. Voilà le chemin, travailleurs d'Espagne, il tient dans cette seule phrase :

« Il faut abolir la propriété privée »

Solidaridad Obrera, 10 septembre.

# PANORAMA D'UNE SEMAINE DE LUTTE

Etat stationnaire dirions-nous s'il nous fallait établir un diagnostic récapitulatif de la semaine passée. Perte de Saint-Sébastien, prise de Sietamo ; ceci compense cela. Mais la perte de Saint-Sébastien nous oblige à faire quelques réflexions concernant ce manque de coordination entre les différents états-majors. Nul n'ignore, en effet, que la capitale du Guipuzcoa fut évacuée, sans offrir cette résistance désespérée que l'on était en droit d'attendre d'elle. Après la magnifique défense d'Irun, Saint-Sébastien, beaucoup moins vulnérable que la ville frontalière, pouvait tenir en haleine Mola et ses mercenaires.

Il n'en fut rien. Les louches tractations auxquelles se livrèrent des diplomates étrangers, priés d'intervenir en faveur des gros propriétaires d'hôtels et d'immeubles, ne laisseront pas insensibles les nationalistes basques qui représentent la majorité parmi les « gouvernements » du Guipuzcoa. Saint-Sébastien est une ville bourgeoise, une cité du plaisir et du luxe ; la Nice espagnole. Les capitalistes étrangers ou espagnols dont les fonds sont investis à Saint-Sébastien ont réussi à influencer les démocrates basques. Et la ville fut abandonnée, sauf par quelques-uns de nos camarades libéraux qui eurent autant à se défendre des nationalistes basques que des nationalistes de Mola. Aussi on ne peut que regretter que le gouvernement de Madrid n'ait pu, ou n'ait voulu, mettre à la tête des milices chargées de la défense du Guipuzcoa un chef qui eût été absolument étranger par son ascendance et par son milieu aux intérêts moraux et matériels de la ville attaquée. Muni d'une consigne formelle : résister le plus longtemps possible, puis devant céder à la supériorité du nombre et de l'armement, ne laisser devant l'ennemi que des ruines inutilisables. Quelle eût été démoralisante pour les soldats vainqueurs, cette entrée dans une ville morte, aux décombres fumants, n'offrant aucune ressource pour le guerrier en goguette. Au contraire, par la défection des Guipuzcoans, les soldats à la solde du fascisme vont pouvoir se reposer dans une ville riante, pourvue de tout le confort moderne. Ils se prélasseront dans les palaces et dans les magnifiques villas de la Concha, ils se vautreront dans les splendides jardins qui bordent la plage ; délices de Capoue qui consolent des périls et des fatigues antérieures.

Toutefois nous pouvons croire que la résistance des antifascistes va connaître un regain, désormais. A Bilbao et à Santander et dans leur ré-

gion, à Guernica également, en raison de l'activité industrielle et maritime de ces villes, l'élément prolétarien est beaucoup plus nombreux et plus actif qu'à Saint-Sébastien.

Les antifascistes petits bourgeois qui sont les nationalistes basques vont se trouver dominés par des éléments prolétariens très agissants. De plus la configuration géographique de la Biscaye va se prêter beaucoup mieux à la guérilla qu'excellent les Espagnols. La route principale de Saint-Sébastien passe en corniche, resserrée entre la montagne et l'océan. Des mines dépassant mille mètres vont gêner l'action des tanks et de l'artillerie lourde dont sont munis les rebelles. Les vallées s'étranglent en d'étroits défilés faciles à défendre. Espérons et attendons.

Tandis que dans les monts Cantabres et en Aragon la lutte est faite d'escarmouches, d'embuscades par colonies isolées, le front de la Castille voit se stabiliser les forces en présence, un peu comme dans l'hiver de 1914, les armées françaises et allemandes. L'offensive des rebelles dans la Sierra de Guadarrama est brisée, et les antagonistes ne se livrent plus qu'à une guerre lente, la guerre de tranchées. Dans la vallée du Tage au contraire la guerre de mouvement reprend ses droits, et là les nombreux contingents de Franco, son aviation et ses formations motorisées, peuvent procéder à de larges mouvements, le relief du sol étant nul surtout après Talavera. C'est dans cette bataille du Tage que se joue le sort de l'Espagne antifasciste et révolutionnaire. Nous n'avons pas voulu ces deux dernières semaines, quand nous constatons le manque de cohésion des différentes colonnes de miliciens, écrire les mots, disons névralgiques : commandement unique. Nous n'ignorons pas tout les dangers politiques que présente le commandement unique. Mais dans cette rubrique où nous ne devons considérer la situation que du point de vue militaire, nous pensons qu'il devient une nécessité en face d'un ennemi plus fort parce que mieux armé de concentrer son effort. La tactique de la Junta est celle-ci : s'assurer des ressources industrielles de la Biscaye et des Asturies. Puis une fois le front des monts Cantabres dégarni, grande offensive massive sur Madrid avec l'appui des troupes rendues disponibles. Poussez sur Madrid par Talavera et Tolède, Madrid pris Malaga, Valence et la Catalogne succomberaient à leur tour.

Les révolutionnaires, faisant abstraction de tout particularisme, voudront-ils briser, par une action réellement commune, le plan des généraux fascistes ? Alors plus d'efforts dispersés.

Voici succinctement le bilan des opérations de la semaine.

Mardi 8 septembre. — Une offensive des Marocains est arrêtée devant Cordoue. Les milices catalanes pourchassent les fascistes dans les rues de Huesca. Ralentissement en Guipuzcoa, dont profite M. Herbetie qui fait des démarches pour sauver... des vies humaines ? Bien plutôt des intérêts particuliers.

Mercredi 9. — Huesca est conquise. Les derniers rebelles sont enfoncés dans une caserne et le palais du gouverneur. Les troupes de Mola pénétrèrent à Pasajes et à Renteria.

Jeudi 10. — Les milices catalanes remportent une victoire dans la région de Bajaralos (Aragon). Bataille devant Cordoue. L'Alcazar de Tolède est débarrassé des rebelles qui tiennent encore dans un palais attenant.

Les nationalistes basques, en désaccord avec les anarchistes sur l'opportunité de défendre Saint-Sébastien, font tirer sur nos camarades. Diplomatie capitaliste tu es grande et Herbetie est ton prophète.

Vendredi 11. — On attend l'assaut final contre Saint-Sébastien. Succès des miliciens à Talavera, Cordoue, Sietamo (Aragon).

Samedi 12. — Les premiers détachements du Tercio se lancent à l'assaut du Monte Igeldo qui domine Saint-Sébastien. En Estremadura la bataille fait rage. En Aragon les Catalans ont nettement l'avantage des dernières batailles.

Dimanche 13. — Les intérêts capitalistes ont été sauvegardés en Guipuzcoa : Saint-Sébastien est évacué sans combat. Les milices se sont retirées sur des points stratégiques en direction de Bilbao. Des anarchistes restent seuls et tiennent tête aux carlistes et aux Marocains qui pénètrent dans la ville abandonnée. Dans les environs de Huesca, prise de Sietamo et de Quieça par les Catalans.

Lundi 14. — Les milices catalanes après avoir isolé Jaca, par la prise de Sietamo, marchent sur Tardienta. Les milices asturiennes ont écrasé un détachement fasciste. Bilbao prépare sa défense.

A. Madin.

## Réponse aux calomniateurs

Au moment où nos camarades de Saint-Sébastien sont calomniés jusque dans certains organes de gauche, il nous est réconfortant de citer le Peuple qui, pourtant, ne manifeste pas d'habitude une sympathie excessive à nos amis espagnols.

Voici ce que disait le quotidien de la C.G.T. dans son numéro du 10 de ce mois :

« Le 19 juillet, jour où dans toute l'Espagne les fascistes, appuyés par les militaires, se soulevaient contre le gouvernement, le gouverneur de Saint-Sébastien, républicain convaincu, mais sans énergie, reçut les chefs de la garnison ! Ces derniers l'assurèrent de leur attachement à la République et lui affirmèrent qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter.

« Le gouverneur prit au sérieux ces promesses et eut la naïveté d'en faire part à la population. Les grandes organisations ouvrières, l'U.G.T., le parti socialiste et le parti communiste, rassurés et croyant vraiment être maîtres de la ville envoyèrent les milices ouvrières déjà constituées dans la campagne basque pour y assurer le maintien de l'ordre dans des localités peu sûres.

« C'est ainsi qu'un millier d'ouvriers armés quittèrent Saint-Sébastien. Seuls les anarchistes organisés dans la F.A.I. et la C.N.T. restèrent dans la ville. Ils ne croyaient pas à la pureté des intentions des militaires et se refusèrent à laisser la ville sans un solide contingent d'ouvriers armés. Bien leur en prit d'avoir flairé le piège. En effet, dès que la colonne ouvrière eut quitté Saint-Sébastien, les militaires, aidés des fascistes, occupèrent les principaux édifices publics de la ville, les grands hôtels, l'hôtel de ville, le club nautique, etc... Pendant que les militants de la C.N.T. et de la F.A.I. organisaient la première résistance, des émissaires partirent chercher la colonne ouvrière afin de pouvoir mieux passer à l'attaque des rebelles. Durant les premières heures de lutte les groupes de choc des anarchistes firent des prodiges de valeur. Armés seulement de quelques revolvers et de quelques fusils, ils prirent l'offensive et enrayerent l'attaque des rebelles. Puis, aidés par les camarades de l'U.G.T., des partis communiste et socialiste qui étaient revenus, ils obligèrent l'adversaire à s'enfermer dans les édifices qu'il avait occupés. Ce fut alors pendant deux ou trois jours une lutte meurtrière ; ce qui fut surtout dur, ce fut l'assaut de la caserne de Loyola, où les militaires s'étaient bien retranchés.

« Quelques militants de l'U.G.T. avec qui je parlais de ces choses me dirent qu'on était bien obligé de reconnaître que sans la C.N.T. et la F.A.I. la situation aurait été probablement perdue à Saint-Sébastien pour les gouvernements. »

# CHRONIQUE D'ESPAGNE

La situation d'Espagne est, dans un ordre général, favorable à ceux qui luttent pour la liberté. Nous arrivons bientôt à 2 mois de lutte, de guerre, d'une guerre civile qui comptera dans les annales de l'histoire d'Espagne et du monde entier. Elle a un caractère très particulier, en ce sens qu'elle oppose, front à front, le prolétariat à la réaction.

Ceci s'explique lorsqu'on connaît la psychologie du peuple espagnol et son caractère entier dans ses extrêmes. La réaction en Espagne a toujours présenté un caractère essentiellement impérialiste, accompagné d'un instinct de domi-

nation sans égal. Elle a toujours pensé que la classe laborieuse devait s'humilier éternellement devant les caprices de la classe privilégiée et de ses représentants. D'autre part, la classe travailleuse espagnole, en majorité affiliée à la C.N.T., est fort avancée et tout autant que les camarades français et d'autres pays, peut-être davantage, elle a une conception très élevée de la Liberté et de l'Humanisme.

Dans ces conditions, il était inévitable qu'éclatât une guerre civile.

La lutte est dure, toutes les forces sont déchaînées. Les fascistes possèdent du matériel de guerre, mais il n'y a pas chez eux d'enthousiasme pour la lutte ; de notre côté, nous avons la foi dans un idéal de justice, qui nous porte au champ de bataille, et nous allons au péril avec le sourire.

Les travailleurs d'Espagne ne laisseront pas passer le fascisme.

En résumé, la dernière semaine, dans l'ensemble, nous est favorable ; le cercle en Aragon s'est resserré. En ce moment, Teruel et Huesca sont près de tomber. Si nous ne les avons pas encore prises, c'était pour éviter de verser le sang des fils du peuple. Mais, nous avons une bonne tactique qui obligera l'ennemi fasciste à se rendre. Saragosse aussi est en mauvaise condition. Les vivres manquent aux fascistes, et même les troupes commencent à formuler quelques protestations.

Dans le Nord de l'Estremadura, nous avons aussi avancé nos positions. De même à Somosierra.

En Andalousie, nous avons aussi progressé. Grenade et Cordoue sont encerclées et près d'être réduites.

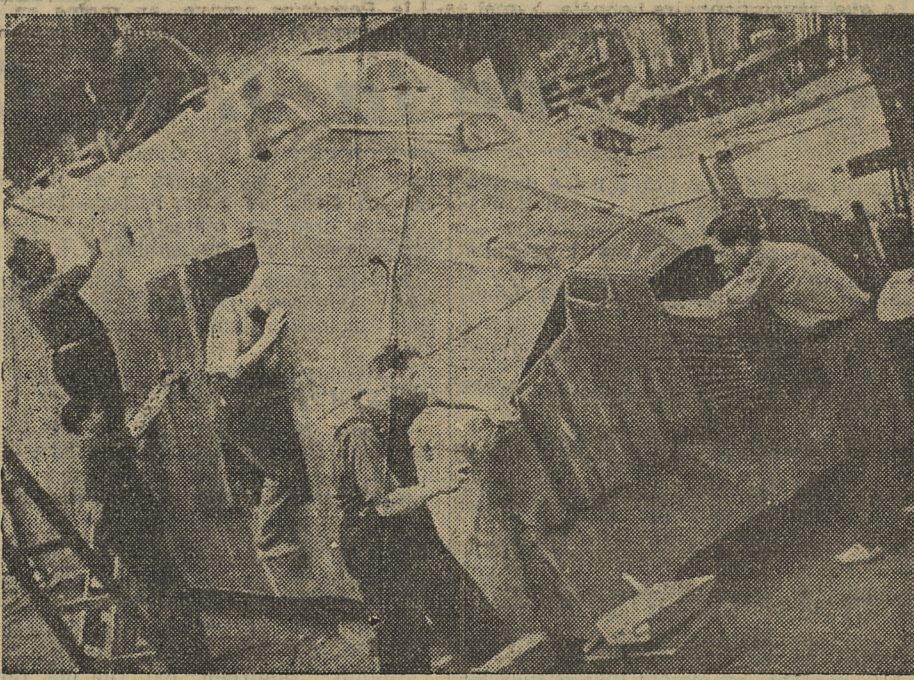
L'optimisme de nos miliciens est grand. Ils ne lâcheront prise pour rien au monde. Nous avons, pendant des années, espéré le jour de nous mesurer avec la réaction qui a adopté le nom de « fascisme ». Nous la combattons aujourd'hui avec acharnement. Quand nous l'aurons vaincue, jamais elle ne se relèvera en Espagne.

A présent, il faut que le prolétariat français comme celui du monde entier, se rende parfaitement compte de l'importance de la lutte de ses frères d'Espagne, et qu'il nous aide, si ce n'est les armes à la main, du moins comme il le pourra.

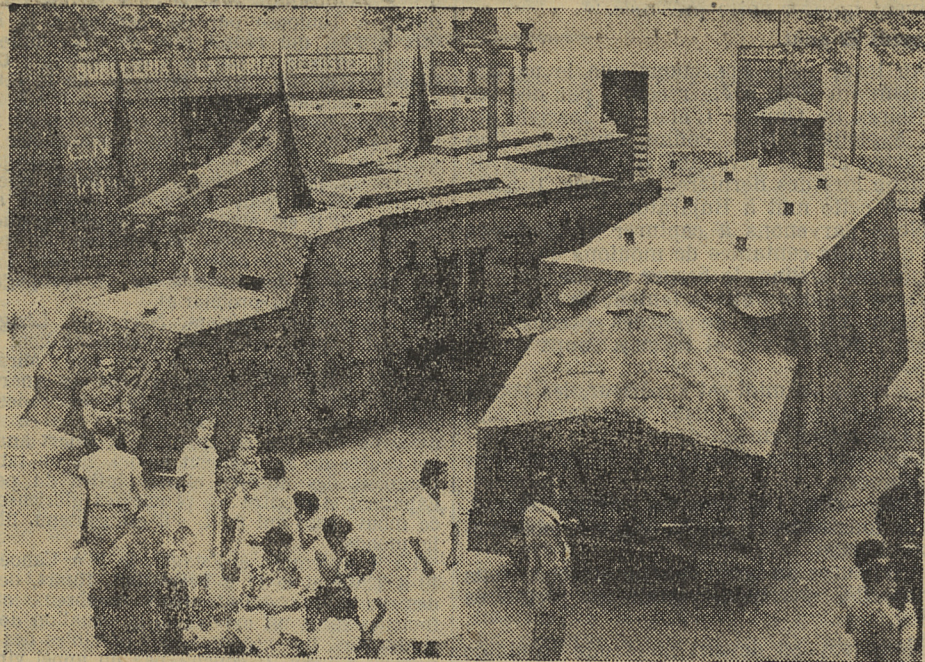
Il y a plusieurs moyens de lutter. On lutte corps et âme, avec le fusil ou l'intelligence.

De la victoire de notre mouvement dépend le sort de tous les travailleurs du monde.

SALVADOR CANO CARRILLO.



Blindage d'un camion



Prêts pour le front

## EN CATALOGNE

# La collectivisation de la grande propriété

« Les caractéristiques de la propriété foncière en Catalogne tiennent leur origine de l'esprit d'indépendance enraciné chez nos paysans ; ceux-ci, joyeux de s'être débarrassés de l'esclavage du salariat et de l'usure que représentaient pour eux le morcellement et les redevances, n'ont qu'une seule pensée, le seul but : la Terre, une aspiration très grande à en devenir propriétaires.

Nous pensons que si nous prétendons obliger immédiatement la collectivisation de toute la terre y compris celle acquise par tant de travail et d'abnégation, nous nous heurterions à une série d'obstacles qui nous empêcheraient d'atteindre normalement notre but final.

« Le petit propriétaire est lié au morceau de terre qu'il est arrivé à acquérir au point de le considérer comme un morceau de sa propre vie. Nous avons la conviction qu'il regarderait avec méfiance tous ceux qu'il suppose vouloir lui enlever sa terre, même si c'était dans le but d'améliorer son bien-être.

« Il y a une série de raisons qui justifient cette attitude de méfiance. Le paysan a en effet compris que de nombreuses promesses n'avaient d'autre but que de le tromper misérablement, et de tirer de lui un bénéfice. Les politiciens ont contribué à la formation de cette mentalité égoïste plus digne d'un petit bourgeois que d'un prolétaire et à la situation de méfiance absolue qui règne chez le travailleur de la campagne.

« Pour toutes les considérations précédemment exposées, la Commission se permet de faire au Plénum les propositions suivantes. »

1° Procéder à l'établissement de la collectivisation de la terre de manière à ce que les petits propriétaires n'aient à aucun moment à souffrir de notre action émancipatrice et de ses conséquences. Afin qu'ils ne se convertissent pas en ennemis ou saboteurs de notre œuvre, on respectera, en principe, la culture privée des terres qu'ils peuvent travailler de leurs propres bras.

De la sorte, aucune obstruction ne sera rencontrée dans le développement des centres qui sont collectivisés. Nous avons la conviction que, sans contrainte, par l'exemple que donnera la collectivisation de la terre, on obtiendra le changement de la culture au moyen de la mécanique, de la chimie, et de la technique et qu'avec un moindre effort on obtiendra une plus grande capacité de production. Donc, une vie nouvelle plus digne du travailleur et élevant sa situation morale et spirituelle.

2° Toutes les terres expropriées seront contrôlées et administrées par le Syndicat et seront cultivées collectivement au bénéfice direct des syndiqués, par conséquent de tous les travailleurs en général.

3° C'est également le Syndicat qui exercera le contrôle de la production, ainsi que de l'acquisition des produits nécessaires aux petits propriétaires, qui, nécessairement, continueront à cultiver directement comme il est dit ci-dessus.

4° Grâce aux relations intersyndicales entre les noyaux collectivisés s'instaura une collaboration entre paysans qui permettra de diriger la main-d'œuvre disponible sur les localités où l'on manquera de bras, l'on pratiquera ainsi le principe de l'égalité de tous les ouvriers.

5° Les Syndicats de chaque village s'efforceront d'amener à eux avec leur assentiment les autres paysans du village et de leur faire admettre les normes libérales qui dirigent les syndicats de la C.N.T. en se soumettant aux indications suivantes.

A. — S'il y a la possibilité d'établir dans le village la collectivisation sans danger de

se heurter aux difficultés que nous avons signalées, on devra procéder à l'établissement de la collectivisation immédiatement et d'une façon totale.

B. — Si la majorité des paysans de la localité ou simplement quelques-uns d'entre eux ne partagent pas ce point de vue, les syndicats respecteront l'exploitation des petits propriétaires dans la forme dite, et procéderont à l'expropriation de la grande propriété et des biens des éléments factieux qui seront également collectivisés.

C. — Si pour préparer l'établissement définitif de la collectivisation, les circonstances exigent des délais, les Syndicats laisseront la faculté aux petits métayers de cultiver la terre de la manière admise pour les petits propriétaires, en réservant toujours la possibilité de collectiviser ultérieurement cette terre. On complètera la libération de la campagne par l'installation de fermes collectivisées ou seront mis à contribution tous les avantages que l'élevage moderne offre aux réalisateurs hardis. L'électrification, l'urbanisation et l'assainissement des centres ruraux les plus éloignés, l'irrigation, le nivellement et le drainage ; bref, toutes les mesures qui donneront le maximum de succès dans les installations nouvelles et seront le stimulant le plus actif pour convaincre tous les paysans et les amener aux nobles aspirations de la C.N.T.

Comme conclusion et en fidèle interprétation du fédéralisme qu'a toujours défendu la Confédération, on croit opportun de laisser la plus grande liberté à chaque localité paysanne pour le choix de la forme et du

moment favorable à la suppression des accords antérieurs.

Comment régler l'échange et l'acquisition des produits par l'intermédiaire des Syndicats

Après une ample délibération de la part de tous les délégués qui composent ce bureau, nous soumettons à la Délibération du Plénum ce qui suit :

« Considérant que la lutte contre le Fascisme n'appartient pas uniquement à la C.N.T., mais que toutes les organisations révolutionnaires y prennent part.

« Considérant que ce serait une imprudence qui pourrait nous coûter cher à implanter un système social préconçu.

« Considérant que nous devons être fidèles au pacte d'alliance révolutionnaire et respecter l'opinion des autres secteurs prolétaires, nous proposons :

1° Que tant que dureront les circonstances actuelles, on devra affecter un prix à tous les produits aussi bien agricoles qu'industriels.

Ce prix sera attribué à chaque produit après que le Conseil Economique aura fait une étude de toutes les caractéristiques de la production et pour cela nous considérons comme indispensable que le Conseil Economique s'adjoigne des représentants des paysans.

Une fois établie, la tarification des produits sera publiée dans un bulletin mis à la disposition de tous les syndicats et coopératives ;

2° L'échange des produits aura lieu par

l'intermédiaire de la monnaie ou sans cet intermédiaire, d'après la volonté du vendeur et de l'acheteur (Syndicats et Coopératives) ;

3° Dans chaque localité existera la forme rémunération du travail que le village lui-même aura adoptée.

Quelle attitude doit-on observer vis-à-vis des autres organisations paysannes ? Est-il possible d'arriver à une fusion de toutes ces organisations ?

« Le Bureau chargé de rédiger la résolution se référant à cette question se fait un devoir de tenir compte des circonstances révolutionnaires que nous vivons ; il croit que nous devons tous faire un effort pour maintenir l'alliance révolutionnaire en évitant tout conflit entre les paysans des différentes organisations. Dans ce but, il donnera aux deux questions posées une réponse claire et catégorique.

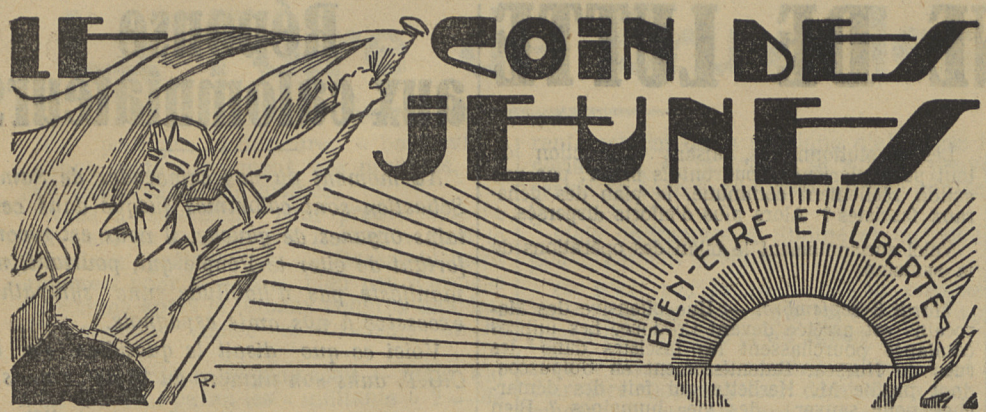
1° Nous considérons comme nécessaire et indispensable d'établir des relations cordiales avec toutes les organisations paysannes de Catalogne qui acceptent la lutte révolutionnaire.

2° Les paysans catalans de la C.N.T. peuvent envisager une fusion avec les différentes organisations paysannes, pourvu que celles-ci se dégagent de l'ingérence des partis politiques et qu'elles placent la lutte sur le terrain syndical et révolutionnaire qu'exige la nouvelle structure de la Société.

« Le Comité Régional des Paysans se charge de s'occuper du deuxième point de cette résolution, ne négligeant aucune sorte d'effort pour obtenir une influence prépondérante et décisive de toutes les organisations paysannes qui répondent aux réalités révolutionnaires requises par le moment actuel.

« Jusqu'à ce que nous ayons conclu une fusion définitive s'ajustant aux normes fédérales de la C.N.T., chaque localité conservera une indépendance relative pour effectuer des pactes ou des alliances avec les diverses organisations locales. »





## Front révolutionnaire des jeunes

Bien avant la formation du Front populaire, au moment où le parti communiste et ses jeunesse réclamaient le Front unique, nous décidâmes dans nos congrès de travailler à la constitution du front révolutionnaire antifasciste et antiguerrier.

Notre position que nous n'avons jamais abandonnée était nette : Front unique pour des buts bien déterminés, chaque organisation gardant son autonomie en dehors de la liaison occasionnelle. Les partis républicains et marxistes nous ont devancés en procédant à la création d'une alliance purement électorale qui dans le cadre du Front populaire devait accoucher de la combinaison gouvernementale actuelle.

Toujours loyaux, après avoir refusé de participer au gouvernement malgré les promesses faites en période électorale, les Staliniens torpillent le Front populaire dont ils ont été les initiateurs.

Pour mener à bien cette œuvre en appliquant les ordres du gouvernement russe, les chefs du P. C. sont devenus les ardents propagandistes du Front Français qui doit réunir tous les bons patriotes fidèles au pays et qui ne veulent pas la guerre civile.

Le danger est double. Indépendamment de la psychose chauvine, de l'Union sacrée effectivement réalisée, de l'acceptation et de la provocation à la guerre, la tentative du « Front Français » porte en elle une autre menace.

S'adressant à des éléments nationaux, les chefs nacos grouperaient dans leur front unique ceux à qui ils tendent si fraternellement la main.

La réconciliation nationale serait la seconde édition du « Front National » anti-révolutionnaire. Accepter ou tolérer cette politique conduirait le prolétariat directement à la guerre et au fascisme. Il faut réagir immédiatement.

Pour déterminer l'attitude de la classe ouvrière, face à ce double danger, il suffit de se rapporter aux précédentes expériences.

Il suffit de se rappeler l'exemple de l'Italie et de l'Allemagne.

Allons-nous recommencer les mêmes criminelles erreurs ?

Ceux qui, dans la jeunesse prolétarienne, pensent qu'on n'écartera le fascisme et qu'on ne supprimera la guerre qu'en brisant le cadre du régime condamné doivent s'unir pour vaincre.

Quand les circonstances ordonnent la Révolution, laissons périr ceux qui parlent de l'intérêt national et fermons la gueule à ceux qui voudraient nous entraîner dans la tuerie fratricide au nom de cet intérêt qui est celui de nos exploités.

Contre la guerre le Front révolutionnaire des jeunes devra prendre une attitude nette et mettre son action en accord avec cette attitude en éclairant les masses et en travaillant à la révolution prolétarienne. Il devra également refuser aux fascistes le droit d'être fascistes.

Des groupes de combat doivent s'organiser. Malgré leur dissolution légale, les lignes continuent d'exister réellement. C'est à nous qu'il appartient de prendre l'offensive et de nous préparer à riposter à un coup de force éventuel des stipendiés du capitalisme.

Camarades des Jeunes socialistes, camarades des J. S. R., militants révolutionnaires qui ne voulez pas sacrifier vos intérêts de classe aux intérêts du pays, la question vous est posée.

Devons-nous craver victimes de la trahison et de nos propres hésitations ? Etes-vous prêts à supporter la responsabilité de laisser entraîner le prolétariat français à la dictature et à la guerre par esprit de discipline ?

Nous sommes persuadés, qu'au contraire vous êtes prêts à lutter de toutes vos forces, avec tous les révolutionnaires internationalistes pour la libération de la classe ouvrière internationale.

Contre les ennemis du peuple : Front révolutionnaire.

Contre tous les patriotes provocateurs de guerre : Front révolutionnaire.

Front révolutionnaire de la jeunesse qui ne veut pas reprendre à son compte les fautes de ses aînés.

RINGEAS.

## L'action de la J. A. C.

Devant l'ampleur que prend notre mouvement, due pour une grande part aux événements actuels qui viennent confirmer les affirmations apportées depuis longtemps par l'Union Anarchiste et notre Jeunesse, nous nous sommes trouvés dans l'obligation d'envisager de nouvelles méthodes d'action et de diffusion plus en rapport avec l'importance que prend l'organisation et qui, durant l'hiver, s'intensifiera encore davantage.

Il nous fallait immédiatement envisager : d'une part, l'organisation sérieuse et élargie de notre jeunesse et, d'autre part, fournir à tous les militants le matériel de propagande indispensable.

Pour réaliser cette double tâche, nous avons décidé deux réunions : une commission d'étude réunissant les militants les plus anciens et les plus au courant des nécessités de la propagande et une assemblée générale où étaient invités tous les jeunes adhérents à un groupe de l'U. A.

Nous allons donner très rapidement le travail accompli et les résolutions prises à ces deux réunions.

### Matériel de propagande :

Les meilleures volontés, les plus grands dévouements se brisent si nous n'offrons pas les moyens indispensables à la diffusion et à la propagation de nos conceptions des luttes sociales, de nos méthodes d'action et à l'explication claire et précise des faits économiques et politiques. D'où nécessité incontestable de tracts, papillons, brochures et affiches.

En plus de la brochure : « Programme d'action de la J. A. C. », dont nous attendons avec impatience la livraison promise par notre imprimeur, il fut décidé de renouveler notre édition de papillons gommés contre le renforcement du militarisme, d'éditer sans retard un tract définissant notre position face à la préparation à la guerre intitulé : « A bas les deux ans » et de tirer une affiche passe-partout pour annoncer nos réunions publiques. Ce matériel, immédiatement commandé, est à la disposition de nos militants. Mais là, ne s'est pas borné notre effort. Nous sommes également en préparation et bientôt disponibles un tract-adhésion définissant notre position idéologique et tactique, une brochure : « Réponse à un jeune communiste » et une affiche : « Réponse à l'Avant-Garde et à l'Humanité ». Nous avons également fait le vœu que la Fédération Parisienne de l'U. A. forme à bref délai un cours de propagandistes dont le besoin se fait largement sentir devant le peu d'orateurs dont nous disposons. Les jeunes militants de la J. A. C. s'engagent de leur côté à faire l'effort indispensable pour la réussite de ce projet.

Formation de secteurs :

Il nous fallait quitter aussi l'idée d'un simple groupe et envisager une véritable organisation de jeunes. Dans le cadre de la Fédération parisienne de la J. A. C., nous avons décidé de diviser la région parisienne en neuf secteurs. Dans chacun de ces secteurs, un camarade a été chargé de la propagande et de l'organisation. Nous

invitons tous les jeunes à se mettre en rapport direct avec ces responsables.

Nous donnons ci-dessous la liste des secteurs et des responsables.

Secteur Nord : 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, Saint-Ouen, Clichy, Asnières, Gennevilliers, Colombes, Bois-Colombes, Neuilly-sur-Seine, Levallois, etc.

Responsable : Daurat, 12, rue des Sauls (XVIII<sup>e</sup>).

Secteur Nord-Est : 10<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, Pré-Saint-Gervais, Pantin, Aubervilliers, La Courneuve, Saint-Denis, etc.

Responsable : Guy Joussaint, 110, av. V.-Hugo (Aubervilliers).

Secteur Est : 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, Les Lilas, Bagneux, Montrouge, Charenton, Vincennes, Saint-Mandé, Fontenay, etc.

Responsable : Caron, 52, bd Serrurier (19<sup>e</sup>).

Adjoint : Douteau, 100, rue des Boulets (XII<sup>e</sup>).

Secteur Sud-Est : 13<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, Kremlin-Bicêtre, Gentilly, Ivry, Vitry, Choisy-le-Roi, etc.

Responsable : Rosberg, 24, rue du Fer-à-Moulin (5<sup>e</sup>).

Secteur Sud : 14<sup>e</sup>, Montrouge, Bagneux, Antony, Bourg-la-Reine, Fresnes, etc.

Responsable : Grupeaux, 16, allée des Quatre-Vents, Antony.

Secteur Sud-Ouest : 15<sup>e</sup>, Issy-les-Moulineaux, Clamart, Vanves, Malakoff, etc.

Responsable : Escabas, 38, rue Lacordaire (XV<sup>e</sup>).

Secteur Ouest : 16<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, Puteaux, Suresnes, Courbevoie, Nanterre, Boulogne-Billancourt, etc.

Responsable : Bermon, 183, bd Murat (XVI<sup>e</sup>).

Secteur du Centre : 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> arr.

Responsable : Altmann, 13, rue Froissard (III<sup>e</sup>).

Le secrétaire Fédéral : Barzangette.

19<sup>e</sup> arrondissement. — Mercredi 23 septembre à 21 heures réunion constitutive du groupe des Jeunes dans le 19<sup>e</sup>, salle du café, 169, rue de Crimée.

Jeunesse Anarchiste du 20<sup>e</sup>. — Réunion tous les vendredis soir à 21 heures local du Libertaire, 29, rue Piat.

Appel à tous les sympathisants et aux jeunes révolutionnaires.

JEUNESSE ANARCHISTE D'ANTONY

Samedi 19 septembre, à 20 h. 30

Salle Camille, 76, route d'Orléans

GRAND MEETING

contre les deux ans

contre le renforcement du militarisme

Orateurs : Ringeas, Grupeaux, Berger.

## S'UNIR ? — OUI

Mais avec qui et pourquoi ?

(Suite de la première page)

Après avoir trainé dans la boue tous ceux qui se permettaient, ne fût-ce que sur un seul point, de ne pas penser, de ne pas dire ou de ne pas agir comme eux, ils tendent une main « loyale et fraternelle » aux catholiques, aux Croix de feu, aux pires réactionnaires, à tous, tous, tous.

Il ferait beau voir que l'un de leurs fidèles eût la mauvaise inspiration de préférer actuellement ce mot d'ordre devenu sacrilège : « classe contre classe » ; il se rait, en cinq sec, frappé d'excommunication.

Jamais retournement de veste ne fut plus complet.

Depuis qu'il a été fondé, le Parti Communiste a consacré le plus clair de sa besogne à baver et à diviser.

« Petit-bourgeois, vendu, ennemi de la « classe ouvrière, contre révolutionnaire », quel est le parti, l'organisation, le groupement, l'association ou le militant qui a échappé à cette bordée d'insultes et de calomnies ?

Mais c'était le mot d'ordre. Il fallait faire croire aux masses (elles sont si faciles à abuser !) que, seul, tout seul, le Parti communiste n'avait en vue que l'intérêt de la classe ouvrière et que seul, tout seul, il pouvait impulser, guider et conduire le prolétariat sur la route de son affranchissement. Et, dans ce but, il était nécessaire de noyauter, de disloquer et, au besoin, de briser par les moyens les plus abjects tous les groupements qui résistaient.

Telle fut jusqu'à ces derniers temps la triste besogne à laquelle le Parti communiste a voué le principal de son effort.

Les temps sont changés ; il s'agit, à présent, de recoudre, de repriser, de raccommoier et c'est le parti qui a le plus déçu, déchiré, mis en lambeaux, c'est le Parti qui a l'imprudence de lancer et de vouloir imposer ce nouveau mot d'ordre : « UNIR, UNIR, UNIR ! »

On aura tout vu.

Mais ce qu'on ne verra pas — j'espère que cette tristesse nous sera épargnée — c'est le triomphe de cette incohérence : le prolétariat s'unissant au sein du Parti qui a le plus tenacement travaillé à le désunir.

Et ce qu'on verra, tout au contraire, ce sont les ouvriers et les paysans comprenant qu'ils se sont fourvoyés, se refusant à subir plus longtemps la « loi des chefs » et se décidant — enfin ! — à faire leurs affaires eux-mêmes au sein d'un mouvement puissant d'anarcho-syndicalisme dont, à l'heure actuelle, en Espagne, la C.N.T. et la F.A.I. étroitement unies sont la féconde et tragique expression.

SEBASTIEN FAURE.

## Nos Fêtes

La semaine dernière nous vous avons succintement informés qu'à partir du 11 octobre — et cela jusqu'en avril — le deuxième dimanche de chaque mois aura lieu, au Conservatoire René Maunel, rue de l'Orient (18<sup>e</sup>) une grande matinée artistique au profit du « Lib ».

Les spectacles qu'il vous sera donné d'applaudir satisfiront les plus difficiles d'entre vous, tant par leur qualité, que par leur variété. Nous sommes certains également que le cadre dans lequel ils se dérouleront vous plaira. Mais approcher de la perfection (comme nous pensons l'avoir fait) est onéreux. Aussi, pour que chaque fête nous laisse un bénéfice substantiel, bénéfice qui, nous le répétons, est indispensable à la vie du journal, nous avons décidé de porter le prix des places à six francs. Ne récriminez pas ! Six francs, n'est-ce pas le prix que vous payez un vulgaire fauteuil dans un non moins vulgaire cinéma de quartier ? Et pour quelles sensations artistiques, le plus souvent ?

Cependant, sachant que même chez les anarchistes l'habitude est une seconde nature, nous avons décidé de faire des carnets d'abonnement ; chaque carnet contiendra 7 billets (un pour chaque fête) et ne coûtera que trente-cinq francs, soit 5 francs la place. De plus, il comportera un abonnement gratuit de trois mois au « Libertaire ». Chaque camarade déjà abonné pourra soit lui faire prendre d'après son abonnement en cours, soit le faire adresser à toute autre personne. Ces carnets sont dès à présent en vente aux bureaux du journal. Nous engageons tous les camarades qui le peuvent à retirer d'urgence leurs carnets d'abonnement. Suivant le nombre, nous pourrions peut-être encore faire mieux que ce que nous avons prévu.

« Le Libertaire ».

P. S. — Un camarade pianiste pourrait-il de temps à autre faire répéter artistes amateurs ? Se faire connaître à Henri Guérin, au « Libertaire ».

Mardi 22 septembre, à 20 h. 30

Salle Benoit

73, faubourg Saint-Martin

Assemblée Générale

de la rive droite

Ordre du jour : Les secteurs de la rive droite ;

Propagande et activité.

Les jeunes sympathisants sont cordialement invités.

Nos collaborateurs et correspondants sont informés que la copie doit nous parvenir le mardi soir au plus tard.

## Extrait d'un carnet de route

(Suite de la première page)

Notre délégué, qui a fait Verdun et heureusement la plupart des colonies françaises s'y connaît à merveille et ses conseils seront plus d'une fois indispensables à l'existence de la petite colonie.

Jeudi 20 août.

Tôt levé, une petite équipe d'entre nous s'en va le long de l'Etre, examiner les terrains voisins de Quinto. Tout le long du chemin nous trouvons des traces du séjour et des passages des soldats factieux. D'après les renseignements obtenus de quelques habitants, aujourd'hui partis à Pina, des groupes de fascistes ont veillé quelques jours auparavant à l'endroit même où nous avons débarqué.

Nous parvenons à avancer d'environ deux kilomètres en nous dissimulant soigneusement et en examinant la route et le chemin de fer proches.

Un cours d'eau entoure toute une partie de terrain nous isolant des adversaires. Nous trouvons un gué qui nous permet d'atteindre les champs de maïs situés non loin de Quinto.

Nous nous heurtons à un paysan. Le délégué prend quelques informations. Mais que faire avec cet homme qui peut maintenant signaler notre présence et déranger ainsi notre plan ? Nous nous décidons à l'emmener avec nous en lui promettant de bien le traiter.

Il n'a pas l'air bien convaincu et s'il nous accompagne c'est que nos fusils sont des arguments de poids.

Au retour les camarades ont organisé le campement, établi un observatoire sur un des pylônes du transbordeur qui servait anciennement à relier les deux rives.

L'après-midi, nous allons reconnaître les passages et les gués qui nous permettraient de nous rendre à la station et à un ermitage piqué sur les montagnes qui nous font face.

Le soir, nous installons nos deux fusils mitrailleurs et nous nous organisons pour le service de sentinelles.

La nuit sera calme.

Vendredi 21 août.

Nos guetteurs ont aperçu des mouvements de troupes à proximité et après consultation des membres du groupe nous décidons d'aller occuper la ferme.

Sur les lieux que nous quittons, une vingtaine de miliciens espagnols nous rempacheront, maintenant ainsi le contact entre Pina et nous.

Après le transport du matériel, une nouvelle reconnaissance nous permet d'atteindre la route, la voie ferrée et d'observer les bâtiments avec soin.

La garde sera assurée cette nuit à un des points de la rivière par où les fascistes devraient nécessairement passer pour nous assaillir.

Le gué est à 200 mètres de leurs positions.

Tout est encore tranquille, ceux d'en face doivent ignorer notre présence.

Samedi 22 août.

Au lever nous apprenons que le paysan transmis à Pina a été reconnu par des volontaires de Quinto. C'était un fasciste actif, exploitateur bien connu, coupable d'un meurtre sur la personne d'un militant de gauche lors des dernières élections, il a été fusillé cette nuit à Bujaroz.

Nous parvenons à capturer un troupeau de quelques centaines de moutons que nous expédions à Pina, le berger en sus.

Deux copains italiens tentent de faire prisonnier un poste de gardes proches de nous ; ils sont vus et reçus à coups de fusils.

Le repas de midi est supérieur, les poules et le cochon de la ferme sont proprement tués et mis à cuire.

Une quinzaine d'Espagnols viennent nous renforcer.

Nous nous organisons définitivement. Tout fonctionne : garde, cuisine, observation, liaison.

A 6 heures du soir l'ennemi attaque. Nous tirons dès que nous voyons les premières têtes.

Nous voyons devant nous une trentaine d'hommes qui s'avancent en criant qu'ils sont des camarades, certains agitent les bras sans armes. Nous cessons le feu.

Trois des nôtres sortent de la tranchée et s'avancent vers eux en criant « Viva la F. A. I. Viva la C. N. T. ».

Tout en avançant les autres répondent : Viva los Falangas Espanoles, Viva Espana Fuego !

Nos copains n'ont que le temps de faire demi-tour et de bondir dans la tranchée sous le feu des carabines de ces singuliers soldats.

Le tir s'organise, à une mitrailleuse située à environ trois cents mètres de nous, nos deux fusils-mitrailleurs répondent, mais bientôt ils s'arrêtent, enravés par les bandes salées par la terre.

Une autre mitrailleuse se fait entendre à notre droite, elle tire des fenêtres de la station.

Mais l'avance des fascistes est arrêtée, quelques-uns d'entre nous sortent et ils baissent en retraite.

Nous trouvons deux de leurs morts sur le terrain et ramenons un jeune prisonnier. Nous n'avons pas une égratignure à déplorer, mais l'alerte a été chaude.

Sur le corps d'un des fascistes — un sergent dont le Mauser va orner la ceinture d'un des nôtres — nous trouvons une certaine quantité de scapulaires et... 4.300 pesetas.

L'autre mort a sur lui deux lettres, l'une prête à être envoyée, et l'autre qu'il vient de recevoir qui mériteraient d'être traduites en entier. C'est un pauvre bougre qui écrit à sa patronne lui demandant humblement avec des formules de soumission, pourquoi elle a renvoyé son père de son travail, alors que lui se bat pour l'Espagne.

L'autre que lui envoie sa famille lui dit que la misère règne chez elle ; que tout est cher et que l'argent manque.

Aspect de la comédie humaine que cet homme qui a été se faire tuer pour ceux qui vivent de sa crédulité et de son labeur.

Le prisonnier — 16 ans — est porteur d'un carnet certifiant qu'il est bon catholique. Il reconnaît le secrétaire du Comité de guerre pour l'avoir vu lors de conférences dans son village.

Toute la nuit nous veillons et longtemps nous entendrons les coups de sifflet du

chef fasciste essayant de rassembler ses troupes en débandade.

Rien ne se passera d'ailleurs.

Dimanche 25 août

Tout le monde semble bien fatigué, mais très calme et l'entente règne alors que quelques jours auparavant, ne faisant que manger, boire, dormir et marcher au grand air nous dépensions nos forces à nous engueuler à propos de recettes culinaires ou d'une date historique. La bagarre nous a apaisés en nous détenant les nerfs.

Nous sommes définitivement réveillés par les coups de canon d'une section d'artillerie de Quinto.

Les enviroins de Pina reçoivent quelques obus de 150 puis le tir nous prend comme cible et se règle peu à peu pour finir par atteindre la grange qui prend feu.

Entre temps nous avons profité du réglage pour évacuer nos positions en bon ordre.

Notre artillerie est trop faible pour faire taire les canons de Quinto, notre aviation est en train de bombarder Huesca.

Nous nous voyons dans l'obligation de nous replier sur la rive, abandonnant nos provisions et nos vêtements aux flammes.

L'ordre d'évacuation totale arrive du Comité de guerre.

A midi nous sommes tous réunis au village, n'ayant plus que nos vêtements, nos armes et nos cartouches.

Un drapeau rouge et noir flotte encore à l'autre rive.

L'après-midi les premières patrouilles fascistes feront leur apparition, et disparaîtront sous le feu des mitrailleuses placées sur notre rive.

Aussitôt réintégrés dans nos anciens locaux nous nous endormons jusque tard le lendemain.

Il y a six jours que nous ne dormons presque plus.

Mais le réveil est réconfortant, la colonne de Caspe-Santiago se prépare à attaquer Quinto.

CH. CARPENTIER.

CH. RIDEL.

## Meeting en faveur de nos camarades d'Espagne

Depuis le début des événements d'Espagne, une série de meetings s'est tenue dans le midi de la France ; le succès et l'importance de ces réunions et meetings furent considérables.

Ce fut d'abord à Toulouse que les camarades du groupe d'études économiques et sociales, en accord avec l'organisation locale de la C.G.T.S.R., organisèrent des réunions de quartier, qui eurent un plein succès. Le camarade Huart put parler à des auditoires nombreux et attentifs, qui manifestèrent leur solidarité avec les camarades Espagnols. Cette série de réunions fut terminée à Toulouse par un meeting à la halle aux grains, qui réunit plus de trois mille auditeurs. Prirent la parole à ce meeting : Couanaut, de la C.G.T.S.R., Mirande, de la C.G.T.S.R., également, un camarade de la F.A.I. et le camarade Huart, qui tira la conclusion du meeting et engagea les auditeurs à manifester leur solidarité pour les vaillants lutteurs Espagnols.

C'est la première fois, à Toulouse, que les Anarchistes peuvent réunir un auditoire aussi nombreux ; il est absolument nécessaire que les camarades ne laissent pas tomber un pareil enthousiasme ; ils doivent, au contraire l'utiliser au mieux des intérêts de la propagande Anarchiste et du prolétariat.

A Montpellier, Béziers, Narbonne, Lézignan, de vastes meetings eurent également lieu ; c'est devant des milliers d'auditeurs que Mirande, pour la C.G.T.S.R., et Huart pour les Anarchistes, décrivaient les luttes de nos camarades Espagnols. Mirande rendit compte de ce qu'il avait pu observer en Espagne et Huart analysa les causes du mouvement actuel, fit un tableau poignant des misères et des luttes du peuple Espagnol et montra les promesses glorieuses de ce mouvement qui peut, s'il est soutenu, libérer le monde.

Le 8 septembre à Estagel, le 9 à Canoes, le 10 à Thuir et le 11 à Perpignan, Huart, devant des auditoires extrêmement nombreux et enthousiastes fit un exposé de la situation de nos camarades, des répercussions possibles des événements actuels. Il conclut par un appel vibrant à la solidarité, toute la solidarité aux vaillants lutteurs Espagnols. Le camarade Pujade, qui accompagnait Huart dans cette partie de sa tournée fit un exposé clair et précis des réalisations de nos camarades dans le domaine économique. A Perpignan, un camarade de la F.A.I. devant plus de 4.000 auditeurs, parla de l'action et des réalisations de nos camarades espagnols.

Le camarade Huart continue sa tournée, nous tiendrons les lecteurs au courant des résultats.

La voix des chômeurs

Le chômage est avec la guerre la plaie du monde.

Comme il vous rayera demain des vivants, le capitalisme vous raye aujourd'hui du monde de ceux qui mangent à leur faim.

Camarade chômeur, comme toi camarade ouvrier, tu n'as pas d'autre sauveur ni d'autre défenseur que toi même.

Lorsque les politiciens avaient besoin de ton vote, que demandaient-ils en ta faveur ? Douze francs pour toi même, quatre francs pour la femme, trois francs cinquante pour chacun de tes enfants.

Ils demandaient que ton argent passe avant l'argent de la guerre, mais depuis qu'ils sont au pouvoir, c'est de canons qu'ils pourvoient le monde et non de pain pour les chômeurs.

Maintenant, c'est vingt ronds que tu dois aller mendier à la Présidence du Conseil.

C'est Gitton qui escamote sous ton nez un milliard qu'on te doit pour l'offrir à la guerre.

C'est Blum qui te montre les caisses vides lorsque tu protestes, et qui jette treize milliards à la guerre.



## Maurice Thorez qu'a-t-il perdu à Varsovie ?

Quelques jours après le départ du général Rydz-Smigly de Paris nous apprimes brusquement par des journaux le départ de Maurice Thorez pour Varsovie. Quel bizarre échange de visites, n'est-ce pas ? Maurice Thorez, qu'a-t-il perdu à Varsovie ? Que vient-il chercher ? Qui veut-il persuader et de quoi ? ? ? Ce sont ces quelques modestes questions qui nous intéressent dans cette affaire, car nous avons une sensation nette que sa visite lui avait été « inspirée » par le chef de l'armée polonaise qui est en même temps le dictateur presque absolu de la Pologne.

En effet, depuis quelque temps l'orientation de la politique extérieure de la Pologne est pleine d'inconnu. Tantôt elle semble s'orienter vers l'Allemagne, tantôt elle a l'air de rester fidèle à la France. Il est donc incontestable que la visite récente du chef de l'Etat polonais a été provoquée par la France en accord avec ses alliés, pour essayer de stabiliser en sa faveur la politique extérieure de la Pologne, qui grâce à sa situation géographique et à sa grande réserve de chair à canon acquiert une énorme importance pour l'issue de la guerre future.

Il est à supposer d'après les hommages rendus à Rydz-Smigly à Paris, qu'il avait fait des promesses de fidélité à la France, ce qui évidemment ne lui empêcherait pas de faire des avances à l'Allemagne. Il faut ajouter que pour la Pologne, les questions de diplomatie et de finances sont assez étroitement liées. Les promesses agréables, ça se fait payer en argent liquide. Mais il faut croire que cette fois-ci Rydz-Smigly ne s'est pas contenté de compensations d'ordre matériel ; il avait, sans doute, demandé l'aide morale dans le domaine de sa politique intérieure. Car, voyez-vous, ce chef d'Etat est constamment inquiété par ce peuple polonais, si inconscient qu'il manifeste des signes réels de mécontentement ; il fait des grèves en occupant les lieux de travail, il se bat avec la police, il manifeste ouvertement contre l'ordre social régnant actuellement dans ce pays ; et ce qui est encore plus grave, au point de vue de l'intérêt commun des alliés, il est probable qu'il ne voudrait pas se battre pour défendre cet Etat qui lui réserve des privilèges comme par exemple celui de travailler à un salaire de 2 fr. 16 de l'heure pour un ouvrier qualifié. (Informations Statistiques de la S.D.N.).

Il serait important à cette occasion de citer encore quelques données statistiques pour

comprendre ce qui se passe dans ce pays. En effet, 72,3 % de la population entière, qui est de 32 millions passés, sont des paysans. Or, ces paysans possèdent seulement 24,9 % de la superficie totale, tandis que les latifundias occupent une superficie équivalente aux 27,2 % du total des terres cultivables, les propriétaires de ces latifundias ne représentant que 0,5 % de la population entière. Autrement dit, dans le domaine agricole la Pologne est encore en période féodale.

Nous avons déjà indiqué le salaire moyen. Il faut encore ajouter que depuis 1929 le N. I. des salaires nominaux est tombé de 100 à 74. Quant au chômage, il augmente constamment : en 1929, 129.000 chômeurs ; en 1935, 500.000 chômeurs, soit 24,5 % du nombre total des travailleurs. (Statistique gouvernementale.)

En face d'une pareille situation économique le budget militaire de la Pologne présentait, pour 1932-33, 41,6 % des recettes totales, et prévoit pour 1935-36 37,8 %. Les effectifs de l'armée polonaise ont été (1930-31) de 18.877 officiers et de 258.130 soldats, soit 63 officiers pour 100 soldats (l'armée française compte en temps de paix 6 officiers pour 100 soldats).

Ces quelques chiffres suffisent pour comprendre le manque d'enthousiasme manifesté par le peuple polonais. Et c'est dans ce domaine que Rydz-Smigly aurait dû demander l'aide de Maurice Thorez. En effet, le « plus grand chef des peuples » ne s'est-il pas employé à augmenter l'ardeur patriotique du peuple français ? Pourquoi Maurice Thorez ne ferait-il pas la même chose en Pologne ? Pourquoi ne viendrait-il pas dans ce pays pour persuader les communistes que la révolution prolétarienne est une blague, que ce qui importe, c'est de défendre l'U.R.S.S. Or, le chef d'Etat polonais a promis cette fois-ci formellement de rester à côté des alliés contre l'Allemagne.

Il est à supposer que la direction officielle du Parti Communiste Polonais, désignée par Moscou, donnera des promesses de contribuer à la défense nationale de la Pologne et de ses alliés. Mais le peuple travailleur plongé dans une misère noire ne cessera pas pour cela de sentir que la *Polonia Restituta* a surtout restitué les privilèges des classes possédantes. Ce peuple, s'il veut vivre, ne saura choisir que la voie de la révolution prolétarienne.

I. M.

## Compte rendu de l'assemblée générale

La séance est ouverte à 13 heures, sous la présidence de Guyard, secrétaire de la Fédération parisienne.

Malgré le petit nombre de copains présents à cette assemblée, les groupes sont presque tous représentés.

Frémont rapporte sur la première partie de l'ordre du jour : la position de la C.A. et du Libéraire en face du problème espagnol. Il fait ressortir la position malheureuse prise par le gouvernement français au début des hostilités. Il déplore qu'avant tout pacte ou contrat, un accord massif ne soit pas venu épauler nos amis espagnols, dressés contre leur fascisme. Il expose ensuite la situation internationale et ses rapports avec la situation espagnole. Les impérialismes français, anglais et russe d'une part, allemand et italien d'autre part ont mis différemment sur la carte espagnole. Sur le terrain des hostilités, la moindre friction entre ces deux blocs impérialistes peut dégénérer en guerre mondiale.

L'Union anarchiste a donc été amenée à repousser le renouveau impérialiste qui serait pire que le mal (la pénurie d'armement chez nos camarades espagnols). C'est à la suite des circonstances, et devant la provocation des bolchevistes à la guerre, que nous avons été poussés à prendre cette position.

Frémont souligne la politique servile de la S.F.I.C. qui tend à faire prendre à la démocratie française la responsabilité d'une guerre ou la Russie interviendrait comme une force salvatrice. Dans les circonstances actuelles, suivre la politique bolcheviste serait desservir nos camarades espagnols, en fournissant aux fascistes d'autres arguments interventionnistes.

Lors du passage d'Antonia à Paris, les journalistes l'ont questionné : « Que pensez-vous de la neutralité ? » « Nous n'avons rien demandé au gouvernement français, leur a-t-il répondu, mais par contre nous demandons l'entière solidarité du peuple français. »

Tenons nous en à cette déclaration. N'obéissons pas à notre instinct généreux et irréfléchi. Agissons, mais d'abord, de peuple à peuple. Avant tout, il faut éviter la guerre.

Nicolas du groupe d'Aubervilliers ne partage pas dans son ensemble l'attitude de la C.A. Il fait ressortir la nécessité de fournir des armes, sans pourtant allumer la guerre européenne. D'ailleurs, dit-il, l'Allemagne n'est pas encore assez forte et l'Italie est trop affaiblie pour sanctionner d'une guerre la levée de l'embargo.

A son avis, il faudrait que les meetings soient plus nombreux, l'agitation plus vigoureuse, les réunions comme celle-ci plus suivies. Il demande l'extension du comité anarcho-sindicaliste, formé par une proposition de soutien matériel aux femmes et enfants des réfugiés espagnols.

Daurat souligne que nous devons au contraire nous désolidariser le plus possible des communistes. Les dangers de guerre ne doivent pas être sous-estimés. Les Etats fascistes n'ont pas leur intérêt à la guerre. En face des impérialismes allemand et italien qui réclament leurs droits à l'expansion, il y a les impérialismes français, anglais, russe qui le leur refusent. Tant que sera debout le traité de Versailles, il n'y aura pas de paix possible en Europe. Nous frôlons chaque jour la guerre par la volonté des impérialismes repus de ne rien céder aux impérialismes affamés. Il n'est pas exact de dire que la guerre est impossible parce que l'Allemagne ne la veut pas ou ne la peut pas. Il y a d'autres impérialismes qui la peuvent et qui la veulent.

Il repousse l'appel à l'intervention du gouvernement mais demande l'élargissement du comité d'aide à l'Espagne.

Devant la proposition de Guyard, d'un congrès extraordinaire de l'U.A. sous le contrôle d'un camarade de la P.A.I., Nicolas déplore la longueur d'une telle préparation et l'urgence des événements.

Mais propose un travail effectif de solidarité, par une neutralisation de nos aboyeurs fascistes.

Berger rappelle opportunément que les marchands de canons n'ont pas de patrie et que nous pouvons et devons en profiter.

Frémont justifie la position du Libéraire. Guyard propose que la discussion soit poursuivie au sein des groupes et ensuite au C. I.

Les représentants des groupes, décideront de la position générale de la Fédération parisienne en face du problème espagnol.

Nicolas se rallie à cette proposition. Guyard rapporte sur la deuxième partie : l'organisation de l'U. A.

Il déplore le manque d'organisation profonde qui limite forcément notre action. Il demande un resserrement de l'organisation et une plus grande activité des militants.

Il pose ensuite la question de l'organisation des anarchistes dans les usines. Il faut intensifier le travail de propagande et de regroupement des forces libertaires. Il faut s'opposer à la propagande antisindicaliste des cellules communistes.

Schock n'est pas d'accord sur la constitution formelle de « groupes d'usines ». Les anarchistes doivent combattre dans les syndicats au sein du syndicalisme. Nous ne devons pas emprunter aux bolchevistes leurs méthodes fractionnelles. Nous devons laisser aux groupes locaux la responsabilité de la propagande anarchiste dans les boîtes.

Frémont précise la nécessité de réorganiser les groupes, de former des militants, des équipes de vendeurs, des orateurs, de profiter du moment qui nous est propice. D'intensifier l'agitation purement syndicale.

Avant de clore les débats, il est décidé sur la demande de Lese, d'entreprendre une campagne pour l'amnistie, avant la rentrée des chambres.

### GRUPE DE MONTROUGE MALAKOFF, VANVES ET BAGNEUX

#### GRANDE REUNION PUBLIQUE

mercredi 23 septembre, à la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff, à 20 h. 30.

#### Les événements d'Espagne

Orateurs : Frémont, Monclin, Fred Zeller, un camarade de la Gauche Socialiste Révolutionnaire.

Le Comité de Défense de la Révolution espagnole antifasciste nous prie d'insérer : Le Comité des Milices antifascistes de Barcelone nous communique que pour le moment il ne faut envoyer personne en Espagne, ni comme volontaire, ni comme technicien.

Que les camarades s'abstiennent d'envoyer qui que ce soit au Comité de Perpignan, car il serait renvoyé.

#### AVIS

Tous les camarades désireux de se procurer l'Espagne Antifasciste sont priés de s'adresser 33, rue Grange-aux-Belles, au Comité Anarcho-Syndicaliste.

## Chronique de Banlieue

### ANTONY

Notre affiche : *Fermer la Gueule à nos chiens fascistes* eut le don de mettre en fureur tous les réactionnaires de la région... Voici la prose de ces énergumènes :

« Arrivez, vous autres Anarchistes, pécheurs au grand trouble, créateurs de révolution sanglante. Non, vous ne cherchez pas à profiter des révolutions mais vous vous complaisez, vous vous enivrez dans le carnage et dans le sang. C'est là votre seule joie et votre seul plaisir. »

Signé : Un Français pur et simple.

Je tiens d'abord à remercier le fameux signataire de l'affiche qui déclare que nous ne sommes pas des profiteurs de révolution. Quant au pur et simple, je crois que vous avez oublié d'y ajouter « d'esprit ». Donc je comble cette petite lacune, monsieur X. (gros propriétaire de l'Avenue d'Orléans).

J'ai déjà reçu une lettre de menace d'un avorton de *Action Française* qui me menace de Saint-Anne de l'attendre, bien décidé de lui répondre par des arguments... anarchistes.

### GRUPE D'AULNAY-SOUS-BOIS

Le meeting organisé par notre groupe pour protester contre deux ans et le renforcement de l'impérialisme français et qui s'est tenu le 12 septembre, au café Gallieni a obtenu un succès considérable.

Bien que les communistes eussent organisé à la même heure un « Meeting monstre », dans une autre salle de la localité, c'est devant une salle bondée que Laurent ouvrit la séance et fit un vigoureux appel à l'action du prolétariat contre le militarisme et la guerre.

Robert, puis ensuite Ringes, exposèrent d'une façon magistrale les raisons profondes des dangers de guerre actuels et mirent en garde les travailleurs contre la trahison inévitable des chefs et des gouvernements.

Ringes examina les événements d'Espagne dans cette occasion, la sinistre hypocrisie des communistes dans leur politique internationale, ce qui mit en fureur les quelques communistes qui s'étaient rendus là à l'issue de leur réunion.

L'un d'eux prit la parole et défendit mal la triste position de son parti.

Après des interventions de Gouard, de la 4<sup>e</sup> internationale, de Perrot, des néos, et d'un membre des Jeunes socialistes, qui furent unanimes à fêter la guerre d'où qu'elle vienne, Ringes conclut énergiquement et fit acclamer la position des anarchistes contre les 2 ans et le militarisme.

Une collecte fut faite en faveur des Espagnols.

### BANLIEUE EST

#### Bagnolet-Lilas, Montreuil-Fontenay

Aux Anarchistes, aux Sympathisants jeunes et vieux

Depuis quelques mois nous menons une propagande active dans la région, déjà elle a porté ses fruits, de nombreux copains sont venus nous rejoindre.

Cependant nous attendons mieux, et des copains anarchistes et des sympathisants, il faut que dans la région nous soyons suffisamment nombreux, pour diviser et mieux organiser le travail de propagande.

Il faut que tous ceux qui, dégoûtés des partis politiques, cherchent une organisation vraiment prolétarienne ou une activité pour le salut de la classe ouvrière, la trouvent, chez nous à « L'Union Anarchiste » ; nous qui gardons avec vigilance toute la tradition révolutionnaire du prolétariat, nous qui sommes restés dressés à tous moments contre le patriotisme parce que les prolétaires n'ont pas de patrie, contre le patronat parce que l'exploitation de l'homme par l'homme est un vol et consacre l'inégalité économique, contre l'Etat qui soutient poliquement et militairement cette situation de rapine patronale et de crime patriotard.

Eh bien ! compagnons, puisque nous maintenons ce que doit être le mouvement de libération de la classe ouvrière, puisque nous avons pour nous toute la tradition du mouvement prolétarien de ce pays, nous devons amener à nous tous ceux qui sont sincèrement révolutionnaires.

C'est en venant nous rejoindre, compagnons, que le groupement pourra acquiescer à une activité qui entraînera vers nous tous les hésitants.

Au moment où les anarchistes espagnols luttent à la mort contre la dictature fasciste et pour le communisme libertaire, boudez-vous plus longtemps l'organisation, refusez-vous de vous associer à cette lutte par un peu de propagande ? Nous pensons que non et que c'est de plein cœur que vous assisterez à la grande assemblée générale de la région qui aura lieu jeudi 24 septembre à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Présence assurée d'un camarade de l'Union Anarchiste et des Jeunes Anarchistes.

#### Le Groupe Régional.

### BAGNOLET

Il y a quelque temps, dans notre cité, certains que notre action gênait, n'hésitaient pas à employer la calomnie, nous traitant de trotskistes ou de doriotistes. Nous avons remis les choses au point, rappelant que nous n'oublierions jamais que Trotsky fit exécuter, en Ukraine, la grande majorité des révolutionnaires libertaires et que ceux qui avaient fait Doriot en feraient bien d'autres. En fin de compte, ils se valent bien.

En même temps, on nous refusait la parole dans un meeting pour l'Espagne, parce que nous ne faisons pas partie du Front Populaire... Nos copains, là-bas, font bien leur devoir, pourtant.

Loin d'être surpris, nous avons continué notre travail de débouillage de crânes, et avec succès. Aussi, maintenant, les copains nous recherchent et constatent avec nous, et sont heureux de constater que nous sommes bien des révolutionnaires. Nous leur démontrons qu'avant de vivre le socialisme, il faut employer les méthodes de violence révolutionnaire, comme le préconisaient jadis des gens devenus maintenant conservateurs.

Le tract contre les deux ans est reçu d'une manière qui pourrait peut-être bien faire reculer le « sac au dos » comme le « front des Français ». En définitive, bon boulot dans notre cité : la double du « Lib. » augmente encore. Elle a débute depuis les élections, mais nous ferons encore mieux.

Nous invitons cordialement les camarades à notre meeting de ce soir, et nous espérons qu'ils viendront de plus en plus nombreux à notre groupe libertaire.

Pour le Groupe : Jarry.

P. S. — La vente du « Lib. » a lieu tous les vendredis, place de la Mairie. Le dimanche, vente à la criée. Les copains ne pouvant être touchés le trouveront à la permanence.

### GRUPE DE CARRIERES-SUR-SEINE

#### MEETING DE CHATOU

C'est devant une centaine d'auditeurs que nos camarades Le Meillour et Boudoux développèrent leur sujet : « La défense de la Révolution espagnole ». Notre camarade Dulong présidait. Il rappela énergiquement que nous étions bien décidés à ne pas laisser saboter la réunion, (cela à l'attention des quelques communistes présents à l'invitation de la réunion précédente que nous ne pouvions avoir en la prétention de dé-

clarer que les anarchistes ne parleraient plus à Chatou).

Le Meillour avec sa verve habituelle nous entraîna sur la censure du Gouvernement de Front Populaire qui par le blocus laisse assassiner les défenseurs de la liberté en Espagne.

Quelques murmures s'élevèrent, quand il insista sur la position prise par les dirigeants russes, qu'il réprima comme il sait le faire. Une question resta sans réponse : « Avec qui êtes-vous d'accord : avec le gouvernement russe qui applique le blocus ou avec le parti communiste français qui réclame des avions et des munitions pour l'Espagne ? ». Notre camarade Boudoux à son tour fit l'historique de la révolution militaire et commenta les fautes du « Front Populaire » qui conserva les généraux fascistes à la tête de l'armée. Puis il nous donna un aperçu de l'œuvre de la C.N.T. et de la F.A.I. qui tout en combattant, organisent le pays et créent un régime nouveau : « Le communisme libertaire ». Il conclut en invitant les travailleurs à réfléchir sur les conséquences que peut avoir le succès de la Révolution espagnole sur le Proletariat international. Aucune contradiction.

Brousse.

Le groupe se réunira le samedi 26 septembre Café de la Mairie, Carrieres-sur-Seine, à 8 h. 30.

### MONTROUGE

Depuis quelque temps le fonds de chômage local possède un sieur Cazes, comme chef de bureau. Ce butor a déjà frappé un camarade chômeur père de famille. Il emploie tout son prestige à des brimades et provocations. Beaucoup de copains se plaignent de cet individu. Cazes s'occupe en outre du bureau de Bienfaisance.

Voici un exemple typique de la philanthropie et des procédés du monstre :

Après une demande régulière de layette pour la naissance d'un bébé, qui est du reste le 7<sup>e</sup> à la même famille, le triste Cazes, selon sa tactique coutumière, refusa de donner la layette car il a égaré la demande.

Une discussion s'éleva entre le papa et lui. Cazes s'écria : « Si vous n'aviez pas voté enfant dans les bras je vous foudroyais une claque dans la gueule ».

Croit-il que notre camarade est décidé à se laisser claqueur comme cela ?

Qu'il prenne garde ; de sa gueule nous en avons assez. C'est le dernier avertissement.

### Compte rendu de la convocation du P.O.I. à la presse

D'après les informations fournies par Naville, du P.O.I., l'assassinat de Kirov aurait été suggéré par le Guépéou à de jeunes communistes ne faisant pas partie de l'opposition.

En outre, le Guépéou aurait été l'instigateur également des soi-disant projets d'assassins de Staline, Vorochilof et autres chefs importants du Comité Central à Moscou. Le procès de Moscou fut entouré de mesures pour empêcher les indiscrétions. Aucun photographe ni journaliste ne fut admis à assister aux débats. Trotsky déclara qu'il n'existait aucun lien entre les individus qui peuvent commettre des attentats individuels et l'organisation de la 4<sup>e</sup> internationale.

Il est à prévoir que d'autres attentats seront perpétrés dans l'avenir. La situation des conditions économiques et sociales le laissant supposer.

Ces attentats seraient le fait de gens appartenant à la réaction, qui s'est infiltrée dans les différents organismes d'Etat.

D'après le compte rendu, les membres du P.O.I. établissent une différenciation entre les diverses méthodes terroristes, l'attentat individuel étant réprouvé.

Les méthodes de délation et de provocation employées par le Guépéou dépassent en imagination tout ce qui a pu être fait dans ce genre jusqu'à ce jour.

La 4<sup>e</sup> Internationale admet la forme sociale actuelle existant en U.R.S.S. en ce qui concerne le commerce extérieur. Monopole d'Etat. Les formes d'exploitation collective des usines et de la terre. L'existence des Soviets locaux ayant voie à l'élaboration de toutes les applications sociales, l'Etat est partisan de la suppression du régime bureaucratique actuellement existant.

Elle admet la libre discussion et expression de la pensée.

Elle s'élève contre les mesures d'internement de Trotsky (obtenues par la pression exercée par le Gouvernement de Staline sur le Gouvernement norvégien).

En outre, l'accusé d'être l'instigateur de l'attaque des fascistes norvégiens contre la demeure de Trotsky. En se servant de cet acte comme étant une visite de rapports entre Trotsky et le fascisme norvégien. Le procès de Moscou a roulé sur les rapports qui auraient existé à Copenhague entre les accusés et Trotsky le temps de son court séjour à Copenhague. L'époque fixée étant l'année 1934.

Alors que Trotsky séjourna sept jours en 1932, Trotsky et les personnes le touchant de près affirment et s'offrent à être interrogés pour prouver qu'aucun individu inculpé au procès de Moscou n'a été en rapport de près ou de loin avec Trotsky.

Le nommé Olberg, qui a été exécuté, est le seul qui a essayé d'entrer en rapport et a été évincé, d'après les renseignements obtenus sur son compte.

Le restant du procès n'étant que rapports dictés par le Guépéou.

La 4<sup>e</sup> Internationale convoque, à cet effet, pour la formation d'un comité chargé d'établir les bases d'un contre-procès toutes les organisations voulant bien coopérer à établir la lumière sur ce procès et ceux qui se trouvent en instance d'après les nouvelles communiquées par la presse.

L'Union Anarchiste est, en principe, d'accord pour coopérer à l'élaboration d'un Comité chargé d'éclaircir ce procès monstrueux de Moscou. Bien que nous soyons persuadés que Staline refusera la venue d'une Commission d'enquête en U. R. S. S.

### GRUPE DU 15<sup>e</sup> ARR.

Mercredi 23 septembre, à 20 h. 30, Salle du Tango, 86, av. Emile-Zola, Paris (15<sup>e</sup>).

#### LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : Frémont, Ringes, Dimanche et un camarade de la G.G.T.S.R.

### GRUPE DU 9<sup>e</sup> ARR.

L'orientation dangereuse d'une fraction du mouvement ouvrier en France, ainsi que les luttes qui secouent l'Espagne ne permettent plus à aucun libéraire de rester isolé.

Nous faisons un appel pressant à tous les anarchistes et sympathisants pour qu'ils viennent participer à l'activité de notre groupe.

Réunion tous les vendredis à 21 heures au tabac, 52, rue des Martyrs.

### Abonnements au « Libéraire »

FRANCE	ETRANGER
22 Nos ..... 22 fr.	22 Nos ..... 30 fr.
11 Nos ..... 11 fr.	22 Nos ..... 18 fr.
13 Nos ..... 5 fr. 50	13 Nos ..... 7 fr. 50

Chèque postal : N. Faucier, Paris 500.06  
20, rue Plat, Paris (30<sup>e</sup>)

## OU ALLONS-NOUS ?

Depuis la signature de l'armistice et la fausse paix du Tigre qui devait nous amener progressivement à la situation actuelle, lourde de menaces de guerre, les faits ont évolué de telle façon que sont dressés maintenant les antagonismes qui sont des facteurs déterminants de conflits armés.

La paix faite, la République française, soi-disant pacifiste aurait eu intérêt à voir la démocratie s'installer en Allemagne ; nous n'avons rien fait pour en faciliter l'éclosion et le développement et nous avons même aidé les hobbereaux à vaincre la révolution et notre « incompréhension » des besoins d'un grand peuple comme l'Allemagne a facilité l'accession au pouvoir d'un homme qui prend ce qu'on lui refuse et qui ose les gestes audacieux. Il en fait une théorie, un dogme au service des forces qui courbent le monde du travail sous leur poigne de fer.

Le dynamisme des dictatures qui tiennent un langage inhabituel aux démocraties éclipsent présentement les autres langages. Mussolini se lance à la conquête de l'Abyssinie a trouvé les concours nécessaires pour mener sa tâche à bonne fin et Hitler poursuivant le réarmement de l'Allemagne le consacra par une nouvelle loi militaire. Maintenant que le réarmement de l'Allemagne est un fait ou semble être au point où l'on désire en venir, tout paraît se dérouler comme d'après un scénario précis car nul partisan de l'Etat, même socialiste, ne contesterait aujourd'hui, au nom de la légitime défense, la légitimité d'une armée forte, de fortifications solides et d'un matériel de choix répondant à des nécessités de guerre moderne.

« Un paradoxe piquant — dit le Temps du 15 septembre — n'est-il pas du reste, de voir M. Léon Blum contraindre, à la tête du gouvernement, de souscrire au programme d'armements le plus considérable qui ait été élaboré depuis 1914 ? »

Nous sommes à la veille d'une course aux armements, et les générations actuelles savent par expérience où cela conduit. C'est contre cet état d'esprit qu'il faut se dresser car il prépare l'opinion qui tend à faire admettre la guerre comme une chose inévitable. La récente profession de foi du président du Conseil satisfait le sentiment pacifiste de chaque individu ; il n'en est pas moins vrai que le Conseil des ministres tenu le lendemain du discours prononcé à Luna-Park a approuvé le dépôt d'un projet de loi qui a pour but de renforcer la défense nationale. Ce renforcement sera obtenu par l'amélioration et l'accroissement du matériel terrestre, aérien et naval, par l'organisation d'un corps de spécialistes et par l'augmentation du nombre des militaires de carrière et par le développement de l'organisation défensive contre les engins blindés.

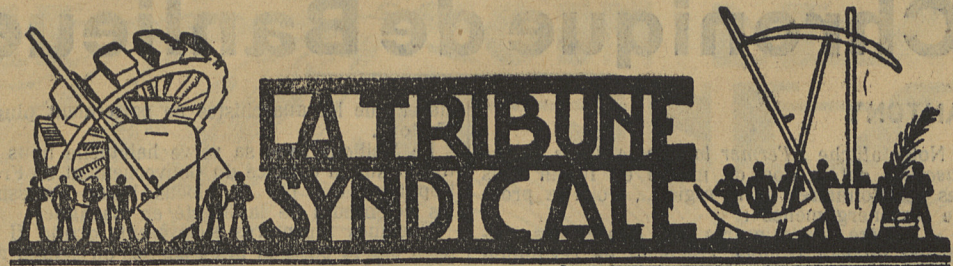
Le total du programme pour le seul département de la guerre se chiffre par une dépense de 14 milliards à répartir sur quatre années. La première tranche, pour 1937, s'élève à 4 milliards 200 millions.

Certes nous savons qu'il y a l'intention, et les faits ; ce qu'on est convenu d'appeler l'utopie et la réalité. Nous ne soupçonnons pas les intentions du président du Conseil, mais nous pensons qu'en certaines circonstances, il importe de savoir oser faire concorder les faits et les intentions et accomplir les gestes nécessaires qui pourraient édifier

(A) Voir Paris-Soir du 4 septembre

N.





## La grève du textile du Nord et l'occupation des usines

Le nouvel et important conflit du textile du Nord occupe actuellement toute la chronique ouvrière.

On en connaît la genèse : quelque temps avant les grèves de juin, les patrons du textile avaient réussi à imposer à leurs ouvriers une diminution générale des salaires. Or, à la suite de l'accord Matignon, les ouvriers réclamèrent l'établissement d'un contrat collectif comportant le relèvement des salaires dits « anormalement bas » (et ils sont nombreux dans la région) et l'ajustement des autres aux pourcentages convenus.

Après des semaines de laborieuses discussions, les patrons, dont le calcul était de faire traîner les choses en longueur en espérant qu'un retournement de la situation politique interviendrait en leur faveur, ont finalement répondu par une fin de non-recevoir aux propositions ouvrières. Tout au plus consentent-ils à rétablir le niveau des salaires au taux où ils se trouvaient avant la dernière diminution.

Si l'on considère que les salaires de famine accordés par le patronat textile du Nord à celles des femmes qui avaient encore la chance d'être occupées se montaient à peine à 80 francs par semaine pour la plupart d'entre elles ; qu'un chef d'équipe, par conséquent ouvrier qualifié, devait se contenter d'un salaire de 22 fr. 50 par jour, on peut conclure que se borner à proposer le maintien du *status quo* était, à proprement parler, se foutre du monde.

C'est ce qu'ont compris les exploités du Nord qui, aussitôt la réponse connue, décidèrent la grève et l'occupation des usines. Ils réclament, en outre, certaines garanties concernant l'élection de leurs délégués et la rétribution du temps employé par ces derniers dans l'exercice de leur nouvelle fonction.

Naturellement, la presse bien-pensante, au service des trusts et de la finance, n'a pas manqué de pousser les hauts cris et de prophétiser, à bref délai, la sovietisation des usines. Par ailleurs, certains esprits conservateurs du Front populaire se sont alarmés de cette nouvelle grève-occupation dont le sort avait, paraît-il, été réglé par le Sénat et de nature, selon eux, à heurter l'opinion publique (?). On connaît, d'autre part, l'avis des dirigeants communistes, de Frachon en particulier, qui a déclaré à une récente assemblée d'information du parti que de nouvelles occupations d'usines desserviraient la cause ouvrière.

## Intérêt ouvrier ou « intérêt général » ?

Tel est le dilemme qui se pose quand on compare la volonté de lutte qui s'affirme et qui triomphe dans la recrudescence des grèves d'une part et les manœuvres politiciennes ou les appels à la modération des chefs syndicaux, d'autre part.

Les masses syndiquées perdent patience devant le sabotage des accords Matignon et devant la montée de la vie chère ; elles constatent que là où les prolétaires osent marcher hardiment, gouvernants et patrons cèdent.

A Clermont-Ferrand chez le magnat Michelin, succès partiel à la suite de l'occupation des usines : la punition infligée à un camarade pour lequel la masse avait pris fait et cause a été considérablement réduite. Succès d'autant plus important que les syndicats jaunes avaient tenté de répondre par une occupation de la préfecture. Ils ont dû évacuer en vitesse devant la menace des cégétistes qui se massaient ; cela a suffi pour faire déguerpir la jaunie.

Mais les événements de la région du Nord confirment mieux encore la valeur de la « manière forte ». Les ouvriers lillois ont entamé l'offensive contre la cherté de la vie en demandant un rajustement des salaires. Ils ont occupé les usines montrant par là qu'ils entendaient encore user de cette forme de lutte malgré l'opinion de Salengro sur son illégalité. Vingt-quatre heures après ils eurent la faiblesse de les évacuer confiants dans les obligations et promesses du même Salengro. Cela a suffi pour que les patrons repoussent l'arbitrage avec dédain. Alors de nouveaux les ouvriers se sont ressaisis et ont garni les usines d'abondants piquets de grève. L'effet fut immédiat : Blum en personne accourut ; il parla de prononcer la sentence arbitrale au besoin par défaut dans les vingt-quatre heures. Les patrons cherchent à présent à sauver la face en s'inclinant devant les revendications ouvrières, mais en prétendant ne céder qu'à des ordres gouvernementaux.

A l'heure où ces lignes sont écrites, les pourparlers sur l'ensemble des accords Matignon sont en cours. La « reconsidération » de ces accords annonce-t-elle qu'ils vont être appliqués strictement, ou qu'au contraire ils vont être mutilés en cédant devant les lamentations patronales et les premières fermetures d'usines ? Cela dépendra de l'attitude de la classe ouvrière : celle-ci osera-t-elle dans un mouvement général, aussi courageux que le sont les luttes partielles actuelles, forcer patronat et Etat à appliquer les lois sociales votées en juin ou au contraire écouter-elle les conseils de modération qu'avec un accord touchant lui prodiguent les hauts dirigeants syndicaux ?

Ceux de la fraction communiste enregis-

Les patrons du textile n'ont pas manqué d'utiliser ces différents arguments devant le ministre Salengro, venu pour arbitrer le conflit, et qui a obtenu des ouvriers une première évacuation des usines. Cependant, pas plus que les délégués ouvriers, Salengro n'a pu convaincre les représentants patronaux de la justesse des revendications ouvrières, et il n'a pu qu'enregistrer la volonté de ces derniers de poursuivre la lutte sur le terrain de classe. C'est alors que, devant cette nouvelle provocation, les ouvriers, en accord avec Bourneton et Dumoulin, secrétaires de l'Union départementale, ont décidé une nouvelle fois l'occupation des usines pour vaincre l'intransigence du patronat de combat du textile.

Nous ne pouvons ici que nous réjouir d'une telle volonté de lutte et de la reprise, par les responsables syndicaux du Nord, d'une méthode d'action directe dont l'efficacité a été largement démontrée au cours du dernier mouvement. Puis-ent-ils résister au freinage des paniquards du Front populaire, toujours prêts à sacrifier l'intérêt ouvrier à celui d'une clientèle électorale ou à des considérations nationalistes qui n'ont rien à voir avec celui-ci.

D'ailleurs, le secrétaire de la Fédération des Ouvriers du Textile, Delobelle, est venu confirmer l'accord de la C. G. T. avec les ouvriers du Nord en déclarant : « Il n'y aura pas d'évacuation sans la signature du contrat collectif ».

Nous tenons à souligner le fait, car il est un désaveu de la position prise par les dirigeants communistes, dont l'influence à la C. G. T. n'est pas négligeable, et qui ont condamné de nouvelles occupations d'usines.

Quoi qu'il en soit, les ouvriers organisés du Textile du Nord doivent considérer qu'ils assument actuellement de graves responsabilités. La lutte qu'ils ont engagée doit être menée sans faiblesse jusqu'à la victoire totale, car elle marque le début d'une contre-offensive générale de la classe ouvrière qui devra balayer définitivement toutes les difficultés accumulées par le patronat pour annihiler les récentes conquêtes du prolétariat de ce pays.

S'ils triomphent, leur victoire sera un résultat encourageant pour les multiples cas analogues. S'ils capitulent, les répercussions de leur défaite ne tarderont pas à se faire sentir sur la combativité ouvrière jusqu'alors si ardente.

Qu'ils y réfléchissent et qu'ils tiennent.

N. FAUCIER.

trent une victoire importante par leur mainmise quasi complète sur les organes dirigeants de la Fédération du Bâtiment. Ils divulguent maintenant la manœuvre à laquelle ils ont eu recours : au congrès d'unité ; à ce congrès ils ont accepté l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux ; mais à présent ils affirment avec leur culot habituel que cette règle de vie syndicale doit varier suivant les industries ; ils trouvent tout à fait normal que maçons et terrassiers soient commandés par un fûhrer-président qui soit en même temps soumis en qualité de député à la discipline de la fraction parlementaire communiste. Rien d'étonnant qu'ils aient obtenu la majorité dans ce congrès, quand on apprend par l'intervention du vieux militant Le Pen que ces assises furent précédées un peu partout par une véritable chasse aux militants ex-confédérés.

La lutte contre les politiciens fossoyeurs attirés du mouvement syndical se complique du fait que l'autre aile dirigeante personnifiée par Léon Jouhaux se montre elle profondément attachée à la conception nationaliste de « l'intérêt général ». Cela s'est particulièrement manifesté dans le grand discours que le secrétaire général vient de prononcer au congrès du Bâtiment.

Ainsi tout le passage de son intervention consacré aux événements d'Espagne ne contient pas une parole pour rappeler le sens social des luttes de la-bas, les premiers pas faits par le prolétariat pour s'emparer de la production ; pas un mot pour expliquer la valeur de ces luttes au point de vue classe.

Procédant du même esprit Jouhaux exhorte à être modéré en exigeant la réalisation des conquêtes de juin, surtout ne pas épouvanter les patrons moyens, surtout ne pas ébranler l'économie nationale, surtout, travailleurs accablés déjà par la cadence rationalisée, travailler plus et plus encore !

Comment avec des dirigeants pareils croire à une possibilité de victoire ? Et pourtant l'expérience de juin est là. Quand la situation économique est mûre, il suffit que surgissent dans la masse syndiquée, à la base, dans les ateliers, dans les usines même, ceux qui vivent directement la vie des prolétaires la compréhendent et la sentent pour animer le mouvement des ouvriers anonymes et le mener à fond par-dessus les barrières qu'érigent politiciens et timorés. Pour qu'octobre 1936, marque une nouvelle étape, une profonde avancée du prolétariat, ouvriers anarchistes, soyez au premier rang des luttes sociales qui s'annoncent.

L. N.

## Correspondants ouvriers, au travail !

Le Libéraire a décidé d'ouvrir trois rubriques nouvelles.

Dans les boîtes.  
Chez les chômeurs.  
Dans les Syndicats.

La rédaction fait appel à tous les correspondants ouvriers pour alimenter ces rubriques.

Il faut nous faire parvenir régulièrement des renseignements précis et courts sur la vie de vos comités, de vos organisations, de vos boîtes. Sur l'application du contrat collectif, les directions et tendances syndicales dans vos corporations, la lutte que vous y menez, les revendications de vos copains.

La plus large place sera réservée à ces échos, et ces rubriques doivent devenir sous peu les plus florissantes et les plus lues du Libéraire.

## Dans l'hôtellerie assez de réformisme !

Depuis le mois de juin, après une grève générale de 24 heures dans l'hôtellerie, les pourparlers entre les Chambres syndicales patronales et ouvrières s'éternisent.

Un seul accord avait été conclu et appliqué, c'était le minimum de base des salaires pour la corporation des cuisiniers.

Depuis, le patronat a repris ses sens, son autorité, et l'on peut dire, son désir de vengeance.

Le bel élan des masses ouvrières de l'hôtellerie serait peut-être brisé, non seulement par le patronat, mais aussi par certains dirigeants de syndicats.

Les ouvriers de l'industrie hôtelière ne veulent plus attendre. Les brigades se renouvellent de plus en plus, les contrats signés sont violés par le patronat, les délégués de maison sont, dans beaucoup de boîtes, vidés purement et simplement.

Au restaurant Le Meunier, 9, rue de Berri, où travaillent en grand nombre des camarades anarcho-syndicalistes qui étaient décidés à mener l'action directe jusqu'à complète satisfaction, l'action s'est déclenchée pour le motif suivant :

Il y a trois semaines, sans préavis, un soir, au commencement du service, le patron congédia le chef de cuisine qui était bon camarade avec ses ouvriers. Le motif de son renvoi était « le manque d'organisation de sa part ».

Les ouvriers de la cuisine, de la plonge, de la salle, c'est-à-dire 120 employés, débayeront séance tenante, occuperont la boîte durant vingt-quatre heures par solidarité pour le chef de cuisine et afin de faire signer un contrat garantissant les salaires et qu'il n'y aurait aucun renvoi.

Le patron accepta et le travail reprit. Le lendemain en plein service, il y eut un arrêt d'une minute afin qu'un employé « fasciste » soit vidé.

Lundi dernier, les ouvriers trouvèrent les portes fermées et, en fait, ils étaient lock-outés. Le matin même, la lutte s'organisa. Il fut démontré que le sinistre Sabatier, ami de M. Le Meunier, et le Syndicat patronal de l'Hôtellerie tentaient un coup d'essai.

Déjà, par peur du débrayage de son deuxième établissement, Chausse d'Antin, M. Le Meunier avait fait rentrer quatre-vingt salariés, les mêmes qui, au restaurant Palacio, tiraient sur les grévistes.

Quatre délégués syndicaux rentrèrent et, tout de suite, ils furent entourés, et les portes et les grilles furent fermées, et, en fait, c'étaient les fascistes qui occupaient les lieux.

Le lendemain, des affiches furent collées, des tracts distribués, et le surlendemain, il fut organisé une manifestation dans la rue de la Chausse d'Antin.

L'attaque se déclencha, les ouvriers réussirent à passer malgré les flics et démolirent les grilles. Les fascistes répondirent par une rafale de carafes et d'assiettes.

Police-securus arriva et dégagés la maison, quelques camarades furent blessés légèrement. L'un pourtant fut transporté à l'hôpital presque mourant ayant reçu une carafe en pleine figure.

Après une entrevue au ministère du Travail où le représentant du ministre reconnut que c'était la C. G. T. de mener la vraie lutte, qui fallait absolument briser la résistance patronale et tout faire pour élargir les pouvoirs publics.

Les conseils des syndicats de l'industrie hôtelière firent, en même temps, une séance afin de prendre des décisions fermes. La grève générale devait être déclenchée mais un représentant de la fédération de l'alimentation, et quelques responsables du syndicat des H. C. R. B. surent l'empêcher par des moyens obliques.

Une fois de plus le réformisme remporta la victoire.

Après cet échec quelques camarades cuisiniers, plongeurs et garçons décidèrent d'occuper la première maison Le Meunier par la force et à 3 heures du matin, ils passèrent par une fenêtre qui donne dans une propriété mitoyenne au restaurant rue de Berri.

Après avoir été de force puisque la police gardait les alentours.

Néanmoins, ils réussirent à entrer. Police-securus alertée, pénétra dans l'établissement arrêtant huit camarades qui restèrent 12 heures au poste.

L'Union des Syndicats les fit libérer. Une note émanant de l'industrie hôtelière paru dans les journaux désavoua le geste de ces camarades et annonça des sanctions.

Les sanctions ne seront jamais prises. Les ouvriers prennent le bon chemin, ils en ont assez des déclarations des politiciens syndicalistes, ils ont compris l'incapacité du front populaire pour mener la vraie lutte.

Le conflit du restaurant Le Meunier est le prélude de la grande bataille qui va s'engager. Plus que jamais les anarchistes ont un travail gigantesque à réaliser. Les événements leur donnent raison, ils commencent à être écoutés par la masse qui ne fait plus confiance aux politiciens. Les anarchistes ont le devoir de reformuler la C. G. T. réformiste en C. G. T. révolutionnaire.

## CEUX QUI NE MARCHENT PAS

La Direction des Etablissements Sautter-Harlé oublie sans doute la combativité des ouvriers dans leur dernier mouvement de grève et licencie aujourd'hui vingt dessinateurs.

Le personnel n'est pas dupe de l'argumentation patronale qui invoque le manque de travail, c'est pourquoi, par solidarité, les ouvriers sont en grève pour la réintégration de leurs camarades techniciens.

Cette attaque contre le droit de vivre se généralise, le Comité des Forges digère mal sa première défaite de juin et tente de reprendre aux ouvriers ce que ceux-ci lui avaient arraché par la force.

Il ne faut pas que la Direction oublie que chez les ouvriers il existe un esprit de compréhension et d'organisation qui brisera toutes les basses manœuvres de cette dernière.

Douze cents ouvriers et techniciens ont voté la grève moins une voix contre et une abstention, un dur combat se prépare, les camarades connaissent l'intransigence de leur direction,

fidèle soutien du Comité des Forges, qui suivant les ordres de celui-ci refuse les commandes sous des prétextes non valables et tente par ce procédé de réduire les ouvriers et techniciens au chômage total ou partiel diminuant ainsi fortement leur pouvoir d'achat.

Ouvriers et techniciens sont entrés résolument dans la lutte. Dans cette bataille ils veulent triompher par tous les moyens.

Ils ne toléreront pas, pour une manœuvre politique des gens de droite, à être réduits à la misère par l'arrêt de la production.

Il n'est pas question pour eux de Défense Nationale, mais de défense de leur pain, ils ne seront pas comme dans certaines corporations (Semeuse, Progrès Commercial, S.A.G.E.M.), de 60 à 100 jours de grève, ils devront si la mauvaise volonté patronale persiste, passer à une action plus énergique et prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire tourner l'usine.

Si le gouvernement ne leur possède tous les éléments indispensables pour assurer la bonne marche de l'entreprise.

A voir si le Gouvernement de Front Populaire continuera à être le jouet des capitalistes et tolérera des grèves de plus de cent jours.

Si le gouvernement manque d'énergie envers les affameurs et les factieux, les ouvriers, eux, sauront prendre leurs responsabilités.

## ETABLISSEMENTS WESTINGHOUSE

Dans un tract, distribué dans les ateliers de cette maison, tract émanant du syndicat des métallurgistes d'Aulnay-sous-Bois et de Sevran sous la signature du secrétaire Cognard, les nombreux ouvriers, ouvrières, employés ou techniciens qui ont désavoué l'ordre de grève d'une heure le 7 septembre sont outrageusement insultés, qualifiés de fascistes.

Nous tenons à protester énergiquement contre de semblables procédés, nous proclamons que nous nous refusons, même si l'on invoque la discipline syndicale, d'être dupes de certains factieux, et Cognard en est un, qui veut faire du syndicalisme le tremplin d'action politique du parti communiste. Nous nous refusons à faire le jeu des politiciens, trop souvent hélas « travailleurs honoraire » et ceci justement en raison des événements d'Espagne.

Nous maintenons que sur politique extérieure ou intérieure, la classe ouvrière ne doit compter que sur elle-même ; elle seule, sans compromission, sans faiblesse, dans son action propre, peut aspirer à la libération totale.

Et alors, où sont les menteurs, les lâches intéressés, citoyen Cognard ? Si pour vous c'est un devoir de répondre, le nôtre, à nous syndicalistes purs qui espérons toujours en la bon sens de la classe ouvrière, qui croyons à la grande union des travailleurs, c'est de vous dénoncer. Vous êtes traités à cette classe. Vos attaches politiques nous autorisent plus à parler en son nom, bien au contraire — elles vous créent une obligation, elles vous ordonnent d'aller tendre la main à vos frères, volontaires nationaux ou croix de feu.

Les individus douteux et tarés que nous sommes d'après vous, Cognard, continueront leur utile besogne de débourrage de crânes, nous clouons au pilori les arrivistes de votre espèce et cela pour l'avenir du syndicalisme.

Vos menaces ne nous effraient pas, nous affirmons à nouveau que sous le rideau des revendications ouvrières, 40 heures etc., vous n'aviez qu'un but : lancer les ouvriers syndiqués dans une bataille politique, dans un combat livré par des politiciens à d'autres politiciens.

Nous n'avons pas marché, demain une plus grande majorité s'affirmera et c'est peut-être cela qui vous met dans l'obligation d'écrire ces petites saletés indignes d'un secrétaire de syndicat.

L'heure sonnera bientôt où il faudra rendre des comptes, pour le grand coup de balai, pour la grande lessive nous en serons.

Un Groupe d'Ouvriers syndiqués de la C. G. T.

C. G. T. S. R.

Le bureau des métaux de Paris tient à signaler que la camarade Dufour Louis qui est un des fondateurs de ce syndicat, n'a rien de commun avec l'individu Dufour Louis également qui a été exclu du groupe intercorporatif (C. G. T. S. R.) pour indélicatesse.

Pour le bureau des métaux, le secrétaire :

Snappe.

## BRUTALITES POLICIERES

Nous nous apercevons de plus en plus que Blum savait ce qu'il faisait en nommant Salengro pour le maintien de l'ordre dans Paris.

Car Salengro s'y entend à merveille pour cette besogne et toute sa fiscalité est d'un zèle irréprochable.

En voici un exemple : Samedi dernier, au meeting des J. S., à Wagram, où étaient conviés tous les jeunes révolutionnaires, un camarade de l'U.A., vendait le « Libéraire » aux alentours, et naturellement il ne cachait pas sa façon de penser à Messieurs les fascistes, ce qui ne fut pas du goût de M. le commissaire de quartier (pour la bonne raison qu'il est un pur), il le fit voir sur-le-champ en donnant l'ordre aux deux braves agents en faction d'empoigner le copain pour le conduire en lieu sûr.

Le camarade anarchiste, qui savait ce qui l'attendait là-bas, bien qu'estropié, se débattit de belle manière, ce qui eut pour effet d'émouvoir les braves flics qui commencèrent à s'acharner sur lui avec le renfort de deux autres salopards de leur espèce.

Les bourgeois de ce quartier furent tout de même indignés de voir ces brutes déchainées, qui malmenaient un jeune, à l'exception naturellement d'un naco qui, trouvant sans doute ce spectacle à son goût, jugea bon d'applaudir à pleines mains.

Camarades anarchistes et syndicalistes, allez-vous tolérer plus longtemps que l'on maltraite ainsi les vrais révolutionnaires, sous un régime soi-disant de gauche ?

Non ! Il faut que cela cesse, s'il le faut, pour cela, n'hésions plus, passons à l'action directe.

Pour le groupe du XX<sup>e</sup> Senez.

## LA VOIX DE PROVINCE

### PERPIGNAN

COMITE DE DEFENSE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE ANTIFASCISTE

Souscription en francs français

Recettes

Liste déjà parue ..... 2.395 »

Nouvelle liste ..... 10.561 85

Total ..... 13.156 85

Dépenses

Impression du bulletin, timbres, frais divers, ensemble ..... 6.472 70

En caisse au 31 août francs français. 6.684 15

Souscription en pesetas

Recettes

Liste déjà parue ..... 600 »

Nouvelle liste ..... 235 »

Total ..... 835 »

Dépenses

Aide aux camarades se rendant en Espagne, missions, déplacements ... 385 »

En caisse au 31 août (pesetas) ..... 450 »

Le Gérant : Georges GIRARDIN.

Imprimerie Centrale du Croissant (St Nlle) 19, rue du Croissant, Paris-9<sup>e</sup>

## La Vie de l'U.A.

Commission administrative. — Réunion lundi 21 septembre à 20 h. 30 local habituel.

C. I. de la Fédération Parisienne. — Réunion samedi à 20 h. 30, au local du « Libéraire ». Tous les groupes doivent être présents.

Groupe libéraire du 43<sup>e</sup>. — Tous les camarades du groupe sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 18 à 20 h. 30, 7, rue de la Butte-aux-Cailles. Dispositions à prendre pour le meeting du 22 courant.

Groupe du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14<sup>e</sup>, à 21 heures précises.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 septembre à 20 h. 30 à « l'Agneau », 73, rue Madeleine.

Les sympathisants sont cordialement invités. Groupe du 46<sup>e</sup>. Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 18 à 20 h. 30, 7, rue de la Butte-aux-Cailles. Dispositions à prendre pour le meeting du 22 courant.

Groupe du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14<sup>e</sup>, à 21 heures précises.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 septembre à 20 h. 30 à « l'Agneau », 73, rue Madeleine.

Les sympathisants sont cordialement invités. Groupe du 46<sup>e</sup>. Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 18 à 20 h. 30, 7, rue de la Butte-aux-Cailles. Dispositions à prendre pour le meeting du 22 courant.

Groupe du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14<sup>e</sup>, à 21 heures précises.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 septembre à 20 h. 30 à « l'Agneau », 73, rue Madeleine.

Les sympathisants sont cordialement invités. Groupe du 46<sup>e</sup>. Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 18 à 20 h. 30, 7, rue de la Butte-aux-Cailles. Dispositions à prendre pour le meeting du 22 courant.

Groupe du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14<sup>e</sup>, à 21 heures précises.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 septembre à 20 h. 30 à « l'Agneau », 73, rue Madeleine.

Les sympathisants sont cordialement invités. Groupe du 46<sup>e</sup>. Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 18 à 20 h. 30, 7, rue de la Butte-aux-Cailles. Dispositions à prendre pour le meeting du 22 courant.

Groupe du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14<sup>e</sup>, à 21 heures précises.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 septembre à 20 h. 30 à « l'Agneau », 73, rue Madeleine.

Les sympathisants sont cordialement invités. Groupe du 46<sup>e</sup>. Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 18 à 20 h. 30, 7, rue de la Butte-aux-Cailles. Dispositions à prendre pour le meeting du 22 courant.

Groupe du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14<sup>e</sup>, à 21 heures précises.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 septembre à 20 h. 30 à « l'Agneau », 73, rue Madeleine.

Les sympathisants sont cordialement invités. Groupe du 46<sup>e</sup>. Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 18 à 20 h. 30, 7, rue de la Butte-aux-Cailles. Dispositions à prendre pour le meeting du 22 courant.

Groupe du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14<sup>e</sup>, à 21 heures précises.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 septembre à 20 h. 30 à « l'Agneau », 73, rue Madeleine.

Les sympathisants sont cordialement invités. Groupe du 46<sup>e</sup>. Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le vendredi 18 à 20 h. 30, 7, rue de la Butte-aux-Cailles. Dispositions à prendre pour le meeting du 22 courant.

Groupe du 14<sup>e</sup>. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14<sup>e</sup>, à 21 heures précises.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 septembre à 20 h. 30 à « l'Agneau », 73, rue Madeleine.

Les sympathisants sont cordialement invités. Groupe du 46<sup>e</sup>. Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'